

COMMITTEE ON REGIONAL DEVELOPMENT

ASSOCIATED COMMITTEES:
COMMITTEE ON BUDGETS
COMMITTEE ON ECONOMIC AFFAIRS

HEARING OF ELISA FERREIRA

COMMISSIONER-DESIGNATE

(Cohesion and Reforms)

WEDNESDAY, 2 OCTOBER 2019

BRUSSELS

1-002-0000

PRÉSIDENCE : YOUNOUS OMARJEE*Président de la commission du développement régional**(L'audition est ouverte à 18 h 32)*

1-003-0000

Président. – Mes chers collègues, je veux tout d'abord souhaiter la bienvenue à Madame Élisabeth Ferreira, commissaire désignée pour la cohésion et les réformes. Je salue également les membres de la commission du développement régional ainsi que les membres de la commission des budgets et de la commission des affaires économiques et monétaires, qui sont, comme vous le savez, des commissions associées, ainsi que les collègues de la Commission européenne et du Conseil ici présents.

Cette audition est retransmise en direct sur le site internet du Parlement, il sera également possible d'accéder à un enregistrement vidéo de l'audition sur le même site.

Conformément aux lignes directrices pour l'approbation de la Commission, annexe 7 de notre règlement intérieur, le Parlement européen évalue les commissaires désignés sur la base de leur compétence générale, de leur engagement européen et de leur indépendance personnelle. Il évalue également la connaissance de leur futur portefeuille ainsi que leurs compétences en matière de communication.

Je tiens à vous rappeler que la commission des affaires juridiques n'a soulevé aucune objection quant à la tenue de l'audition. La commissaire désignée a déjà répondu à un questionnaire préparatoire, ses réponses écrites ont été distribuées à l'ensemble des membres de notre commission dans toutes les langues.

J'aimerais à présent vous expliquer en quelques mots, la structure de l'audition de ce soir. La commissaire désignée est d'abord invitée à présenter une déclaration d'ouverture qui ne dépassera pas quinze minutes. Après l'introduction, 25 questions lui seront posées par les députés et le débat se déroulera par créneau de cinq minutes chacun. Une minute pour la question, deux minutes pour la réponse de la commissaire désignée ainsi qu'une minute pour la réponse. Et la réponse ne devra pas excéder une minute. La première série de questions sera posée par les représentants des groupes politiques et la seconde série, de 18 questions, se fonde sur la répartition globale des questions entre les groupes politiques, y compris une représentante des députés non-inscrits. À l'issue de la réunion, je donnerai la parole à la commissaire désignée, Mme Ferreira, chargée de la cohésion et des réformes pour une déclaration de clôture de cinq minutes au maximum. Enfin, je prendrai la parole pour clôturer la réunion.

Je tiens à souligner qu'il est essentiel que tous les intervenants respectent les délais fixés pour les questions et les réponses. Si ce n'est pas le cas, nous passerons hors délai et certains députés ne seront pas alors en mesure de prendre la parole, ce qui, vous en conviendrez, serait fâcheux. Tout comme en plénière, une horloge montrera combien de temps vous avez parlé et en cas de dépassement, je me trouverai dans l'obligation d'user de ceci et de couper la parole, ce qui n'est jamais agréable mais toujours nécessaire. Nous disposons d'un service d'interprétation en 23 langues, tous les orateurs peuvent donc utiliser leur propre langue, mais ce que vous dites devra être interprété et je vous demande de parler lentement pour faciliter évidemment le travail de nos interprètes.

Madame la commissaire désignée, permettez-moi de vous dire avant de vous céder la parole que les cinq années qui viennent sont cruciales pour l'avenir de la cohésion, car, malgré les efforts très importants réalisés à travers notre politique, qui je le rappelle mobilise plus de 350 milliards d'euros sur l'actuelle programmation (le tiers du budget de l'Union européenne), les fractures territoriales se sont aggravées. Et nous avons une année et demie, jusque fin 2020, pour tout renégocier et trouver un accord sur tous les règlements de la cohésion et parmi lesquels le règlement commun des Fonds, le règlement du FEDER, Interreg, le Fonds social, pour ne citer que ceux-là. Et les progrès que j'espère vraiment pour ces négociations sont des progrès pour nous doter de règlements qui soient rénovés et simplifiés, mais ils ne pourront pas trouver leur pleine efficacité avec un budget en baisse. Et c'est contre une baisse de ce budget que le Parlement européen, la commission du développement régional et la commission des budgets se battront dans la négociation sur le futur cadre financier pluriannuel. Nous savons les pressions qui pèsent de toutes parts sur la cohésion pour en réduire le budget, pour lui faire supporter de nouvelles urgences ou pour en changer la philosophie. Le lien dans votre portefeuille entre cohésion et réformes structurelles appelle aussi des précisions pour dissiper un certain nombre d'inquiétudes.

Je veux vous dire, Madame la Commissaire désignée, que nous avons besoin à nos côtés d'une commissaire à la cohésion forte, forte au sein de la Commission européenne pour porter l'ambition commune et faire en sorte que les articles 174 et 175 soient défendus dans toutes les politiques de l'Union. Nous aurons aussi besoin d'une commissaire à l'écoute de notre commission du développement régional et nous retenons la proposition de la Présidente von der Leyen de mettre en œuvre un droit d'initiative pour le Parlement. Sans projet commun, sans ambition d'égalité dans le développement de tous ces territoires, et en en réalité sans cohésion, il n'y a pas de destin commun possible en Europe. Car la cohésion, c'est aussi un cap pour l'Europe, c'est sans doute le meilleur vaccin contre les risques de dislocation. Et la solidarité qui anime la cohésion, c'est en réalité le cœur même des valeurs et du projet européen. Cette audition sera, je n'en doute pas, extrêmement riche et j'ai le plaisir Madame Elisa Ferreira, de vous donner à présent la parole pour quinze minutes avant de passer au débat avec les membres de notre commission. Je vous cède la parole.

1-004-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Senhor Presidente, Senhoras e Senhores Deputados, caros Amigos, é com enorme prazer e, confesso, alguma emoção que me apresento hoje perante vós. Peço desculpa para continuar numa das línguas de trabalho desta casa para, precisamente, conseguir uma comunicação mais direta com os membros aqui presentes. Portanto, passarei a falar em inglês.

I spent twelve years as a Member here, and enjoyed every single day, here in the heart of Europe. What a pleasure to see old colleagues from the ECON, REGI and BUDG committees.

Today I am honoured to present a proposal for our work together for the next five years. As a former member of this Parliament, I understand the importance of the work you do. I truly believe that only by joining forces can we rebuild hope, and trust, in the European Project for all Europeans, wherever they were born.

I pay tribute to my predecessor, Corina Crețu. Corina, your motto was: 'no region left behind'. I will make it my motto too, adding, of course, my own energy and experience. Today this motto is more relevant than ever.

Globalisation, the digital revolution, climate change: all of them risk leaving regions behind. There may be opportunities in the long term, but the change is painful. I saw this pain with my own eyes, as a junior economist in the late 1980s responsible for a pilot cohesion programme. It was a

difficult time for the textile industry, and a difficult time for communities who depended on this industry.

We have seen it again very recently, in the aftermath of 2008; some of you are still seeing it today. Different industries, different places, but we all know the story. Never forget the closed factories, the lost jobs. Never forget squeezed wages, squeezed pensions. Never forget the bright young people who leave.

Cohesion is at the heart of the European Project and reform, with cohesion, must be at the top of our agenda, as globalisation and ever-faster technology change puts extreme pressure on local economies. I believe in this policy because I have seen its impact on the ground. From my time as a young economist in development, to my time as regional planning minister, I have seen cohesion policy as a lever of change across Europe, and for some regions, the only lever available.

From the Arctic to the Mediterranean, from urban areas to former industrial regions, from coal-dependent regions to the outermost regions of the EU. From mountain regions to rural areas, from border regions, to peripheral coastal areas. Europe must act, and be seen by citizens to act: an economy that must work for people, with intervention tools tailored to the needs of each territory, helping the transition to a digital, green and gender-balanced economy. No region, no person left behind.

So, honourable members, I am honoured and thrilled to be called to this portfolio. Our President-elect, Ms von der Leyen, has entrusted me with six key tasks. Some are rather urgent.

First, the legislative framework. Ms von der Leyen emphasised – and I agree – the need for swift agreement so that programmes can be up and running on day one. I count on your immediate support; let us work together. A new Just Transition Fund will also be an immediate task, inspired by a Parliament proposal to support regions where the transition to a climate-neutral economy is more challenging; namely, industrial, coal and energy-intensive regions. You will be hearing from us very soon, with a Commission proposal in the first 100 days.

My second task: smooth implementation. My mission letter is crystal clear: ‘the future policy should be modern, simple to use and lead to high quality investment.’ We must work closely with Member States in simplifying and streamlining procedures, without jeopardising the quality of controls.

Sectoral and centrally-managed programmes, must also play a role, taking account of spatial impact and, as far as possible, creating effective synergies with cohesion policy. The Commission proposals are ambitious, for example, simplified cost options, freeing small beneficiaries from keeping mountains of invoices for years; saving up to 25% in administrative costs. We will be checking if these measures deliver as promised. I see you as my ally in delivering these, and other simplifications.

My third task: reforms. Monetary Union is challenging, particularly when countries differ in competitiveness, particularly also when they face different economic and social circumstances. Achieving sustainable, long-term convergence founded on competitiveness is our key goal in this context. Investments and reforms have a crucial role here. Therefore, it is high time to restart the discussion on the new investment-support instruments: the Reform Support Programme, and the Budgetary Instrument for Convergence and Competitiveness for the euro area.

The euro is the currency of Europe. We must offer timely support to all those countries which have already joined the single currency, as well as to those seriously working to join. Reforms must be aligned with the European Semester but they must also be proposed and endorsed by the country concerned.

Their scope must be the removal of bottlenecks to sustainable growth and convergence; stimulating higher levels of competitiveness, through the support of national programmes, going from modernising public administration to reforming the education and training system or improving forest management.

Reform and cohesion must work together. They must reinforce each other, not come at each other's expense. Taxpayers should not fund policies which contradict or ignore each other.

I am committed to work closely with the Parliament and I believe these instruments should follow the Community method. Your support will be key: we must work together to make visible progress in the first 100 days and to adopt the programme in time.

My fourth task: sustainable development of cities and urban areas. The upcoming review of the EU urban agenda is an opportunity. Cities today are often the home of poverty, exclusion, inadequate housing, inefficient transport, and aggressive damage to environment and climate.

These all call for our attention, but there is an opportunity too: cities can lead – must lead – in the digital and green economy. The opportunities are there and we must seize them, in close cooperation with national and local partners. I will kick off the discussion at the CITIES forum, January 2020 in Porto. If you can make it, I would love to show you my home town.

My fifth task: fully exploit the Treaty provisions for the outermost regions. I recognise the specific needs of these regions. They require particular attention. As do the mountainous peripheral and cross border regions, but these regions are special. So I welcome the present inclusion of a specific outermost region dimension in no less than 21 different post-2020 legislative proposals: from fisheries to research, from transport to climate change. Some of these points have already passed trilogue, others we must fight to maintain, and again, I count on your help.

My sixth and final task: communication. This policy has done so much, for so many citizens: and still it is not well known enough. My goal is to visit the regions to understand local concerns – and local aspirations.

To encourage faster and better implementation of projects, and to let communities know they are not left behind. In this context, I intend to always inform you when I go to your region. In fact, I will regularly update you on all my initiatives. I will ensure a special partnership with the European Parliament, particularly with the committees here today. This is a priority for the President-elect, but it is also a priority for me.

I have talked about my mission. Let me finish with a few words about myself and what I bring to the table. First, I truly believe in this portfolio and am committed to making it work. My attachment to this policy is deeply personal. I have lived it in every season of my adult life. My academic interests, long ago, Masters and Ph.D., were in regional policy and European integration. I learned compelling arguments for cohesion and reform, as well as the intellectual framework.

As a junior economist for more than a decade, I worked with cohesion policy on the ground; I saw its impact on the lives of individuals. More recently, as Minister for Planning I negotiated the

Portuguese Community Support Framework for 2000-2006. The Commissioner then was Michel Barnier, proof that cohesion policy prepares you for anything!

As a Member of the European Parliament, in the ECON committee, and then as a central banker, I learned the complexity of different key economic files, and their interconnection. I learned too the wisdom of the old motto: competitiveness and cohesion must grow together for the European project to thrive.

From academia to programme manager, from minister to member of the European Parliament to central banker, I bring all these perspectives. The ability to take different perspectives brings me to the second thing you should know about me: I will be a team player. I will work closely with you. I will work closely with my Commission colleagues. I will work closely with regions, cities and local people.

The eyes of history are upon us: the first female President, the first fully gender-balanced college, and the first female candidate for Portuguese Commissioner. We have shown that the 'glass ceiling' can be broken so that competent women can rise to responsible roles. I will rise to this responsibility. Our team of all the talents will make history proud.

Finally, I truly believe in this Europe of ours. This started long before my academic work on European integration. In my hometown, there is a monument to Willi Brandt, one-time chancellor of Germany, and icon of European democracy. Each time I pass, I remember my youth, growing up in a dictatorship. Europe meant democracy, and I shared Mario Soares's vision of a free Portugal re-joining the European family. Europe still means democracy to me today. Working on the ground I learned that Europe means solidarity. Because there is no real democracy if you are deprived of education or health or are socially excluded. Europe still means solidarity to me today.

When I became an MEP, I learned that Europe means friendship, mutual respect, shared values, and nations united in variety. Europe still means all that – and much more – to me today. Honourable members, this Europe of democracy, of solidarity, of friendship and shared values in diversity, this Europe calls on us today.

As we transition to the digital age, to the green economy, this Europe calls us to be bold. Bold in promoting cohesion, bold in reforms, so that no person, no region, is left behind. Let us answer the call, together!

Monsieur le Président, je veux répondre à cet appel. J'ai l'honneur de poser ma candidature au poste de commissaire chargée de la cohésion et des réformes, et c'est avec grand plaisir que je répondrai à vos questions.

1-007-0000

Président. – Madame la commissaire désignée, je vous remercie d'avoir impeccablement respecté votre temps de parole.

Le débat va pouvoir s'ouvrir, avec, d'abord, les coordinateurs représentant les groupes politiques. Je tiens à rappeler que nous aurons des créneaux de cinq minutes: une question d'une minute, la réponse de deux minutes par la commissaire, puis une question de suivi d'une minute et une réponse d'une minute à la question de suivi.

Pour commencer, je laisse la parole à notre collègue Andrey Novakov pour le groupe PPE.

1-008-0000

Andrey Novakov (PPE). – Dear Commissioner-designate, I feel proud today because you are facing the EPP cohesion team, which stood strong when everybody else was speaking about cuts and the end of the Cohesion Policy. This team, Ms Commissioner-designate, along with other political groups, is the rocket carrier of the strong position that this Parliament adopted for the future of the Cohesion Policy. This very same team granted a mandate just a few hours ago to start negotiations for the future of this policy. Therefore, I am asking you: would you support this team's and Parliament's position to defend the budget of the Cohesion Policy, or do you still believe that cuts are necessary and that this is the best we can get from cohesion, judging from your written answers? Would you support Parliament's position to recover the cofinancing rate for the poorest regions, or do you still believe that the poorest regions should pay more?

1-009-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I thank you very much for this question, because it will help me to clarify some concepts. In fact, I think the proposal that the Commission has presented is a basis for work. It's no more than that. It's a basis for work that includes several issues that are positive and that I find very adequate. There is a big constraint. The constraint is that when we organise the budget here we discuss expenditure, but we don't decide on income. The income is decided by you, and by the Member States. So it is in the dialogue between the two co-legislators that you will decide what is the budget that we can use. So, in the Commission and everywhere, I will definitely seek support at the highest possible level, not because I'm a candidate for this post, but because I truly believe that Europe cannot deepen, cannot enlarge and still keep reduced means to support the policies.

Of course the final outcome will definitely be a limited one, and so we have got to be very careful in the way we manage this policy and in the way we analyse the spatial impact of the sectoral policies. But definitely, within the margin of manoeuvre that we will possibly have, I will be campaigning near my colleagues in the Commission for the highest possible level of financial framework so that we can deliver what we are aiming at.

1-010-0000

Andrey Novakov (PPE). – I do agree that cohesion policy is the gravity that keeps the Union together, but I'm sure that no-one outside this room understands why cohesion policies are being implemented so slowly. How do you intend to avoid the delayed implementation of cohesion policy, having in mind that a year before the end of the cohesion programming period, implementation is at just 30%.

1-011-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I think we have got to analyse what the circuits are that the beneficiaries have to comply with to access the money. On these grounds, the present proposal from the Commission is very clear. Simplification is at the centre of the agenda. There are more than 80 proposals that Parliament apparently agrees with that will also be implemented. I just hope that in the Council we have the same common understanding. The purpose of the policy is to deliver and so we have to understand very clearly if there are impediments in this delivery, if there are other problems, but definitely we have got to speed up so that citizens on the ground feel the impact of this effort that all of us are putting in so that Europe can work not in a segmented way, but in a more united way, where everybody, all citizens, wherever they are, can feel that they are part of this project and that's the objective of the whole thing.

1-012-0000

Constanze Krehl (S&D). – Herr Vorsitzender, Frau designierte Kommissarin Ferreira, liebe Elisa! Die Europäische Union steht vor großen Herausforderungen: Globalisierung, Digitalisierung, Kampf gegen den Klimawandel, Schaffung guter Arbeit und vieles andere mehr. Wie kann die Kohäsionspolitik dazu beitragen, die Disparitäten zwischen den Regionen zu verringern und diese Ziele zu erreichen?

1-013-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Querida Constanze, eu penso que o programa que nós temos neste momento em mãos vai tocar todos esses problemas.

Nós temos de acelerar a convergência. Acelerar a convergência significa sermos muito cuidadosos e muito exigentes na aplicação dos fundos que temos disponíveis. Estes fundos serão - mesmo que eu espero que eles venham a ser aumentados - sempre escassos, porque nós estamos a introduzir sempre novos elementos de agenda.

Há um elemento global que tem de ser considerado, que é a importância de nós, ao fazermos uma mudança, ao fazermos uma transformação, fazemo-la já de acordo com aquilo que são as exigências do futuro. Portanto, uma mudança verde, uma mudança sustentável, uma mudança que já reconhece os elementos de digitalização da nova sociedade.

Ao mesmo tempo, nós temos de concentrar os fundos nas regiões que mais precisam de fazer a sua aproximação. Esta concentração de fundos nas regiões mais pobres, nas regiões mais necessitadas, é outro dos elementos importantes. Naturalmente nós não podemos esquecer, dentro deste contexto, as regiões ultraperiféricas. São regiões que nos merecem uma atenção especial.

E, depois, temos regiões que são objeto de um processo de transformação: regiões antigas que já foram industrializadas e que, neste momento, entraram em crise, que estão em transformação, e também temos todo um pacote para trabalhar as regiões que são muito dependentes de um peso energético baseado no carvão, altamente poluente, e que têm de rapidamente fazer essa ultrapassagem. Para isso nós temos também uma outra dimensão, que é a dimensão que está em preparação, do Fundo para a Transição Justa, que vai precisamente tocar esse tipo de problemas.

E, portanto, temos de ser capazes de ajustar os instrumentos às características de cada região e tentar, com esta flexibilidade, fazer acelerar o processo de convergência.

1-014-0000

Constanze Krehl (S&D). – My second question is this: how do you think cohesion policy can contribute to the fight against climate change and help steer the Union towards a carbon-neutral future? And where do you see the role of cohesion policy within the new European Green Deal?

1-015-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – I think this is a very important question because for the moment we have reached a compromise in relation to the Regional Fund with 30% of future allocations and payments in the period 2021-27 being earmarked for climate-compatible projects and for the Cohesion Fund the threshold is even higher, at 37%. Given that these two funds represent 25% of the European budget and, together with the Social Fund, they represent one-third, this is a full package that will make a new impulse towards a better and a quicker compliance by Europe with the climate objectives. Some efforts were already made in the past: we had about 21% of the last Community package dedicated to climate projects. Now it has been increased and on top of this we have a series of lines that can be worked together so that we leverage the whole amount of the climate package.

1-016-0000

Ondřej Knotek (Renew). – I have a question on the Just Transition Fund as a key tool for the transition to a low-carbon economy. This Just Transition Fund, could you please share with us how you plan to design the fund, how you see the financing of the fund and the eligibility criteria for the projects and regions to be supported?

On top of that, as with the proposal of the MFF, cuts for the Cohesion Policy have been proposed, and at the same time the Just Transition Fund is not included. Is there any possibility to have a guarantee or a kind of commitment that you will try to achieve that the financing of this fund won't put additional pressure on the cohesion budget?

1-017-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – I think your question is a very important one because the Just Transition Fund has been positioned by the President-elect as one of the brand marks of this Commission. It was initially requested by this Parliament, we cannot forget that, in 2018. There was a resolution in this Parliament – I think we have here at least one of the co-rapporteurs, Eider Gardiazabal – asking for EUR 4.8 billion to support it. Parliament was also asking for a budget of 1.3% of GNI at that moment.

What I can offer you this moment as a promise is that this will be a fund. It will happen. We are still doing preparatory work at the Commission, because we are all candidates, but we are working on locally based tailored support that will combine elements of pure investment with elements of a social network so that we bring these regions into a new paradigm, a more environment- and climate-related paradigm that is more sustainable for the future.

In the meantime, we are looking at all the details of where the funding for this fund will be. I will be working very closely with the Executive Vice-President for the European Green Deal, with the Commissioner for Energy, with the Commissioner for Budget Administration, but honestly it is too early to tell you where the money will come from. I think I would prefer to have here a complementary origin to the Commission proposal that would bring really fresh money, but I cannot make any promise that at this stage, because we are still working, first of all, on the overall framework and then on how we can organise the financing of this fund. But it will exist and it will take particular care in relation to these regions that are very dependent on industry, very dependent on coal and on energy consumption.

1-018-0000

Ondřej Knotek (Renew). – Many thanks for your answer. To follow up on your answer, I would like to ask specifically on the coal regions because they are said to be the most impacted regions by the transition to the low-carbon economy. I would like to ask you how you see the role of the core regions as a beneficiary in this Just Transition Fund, if we can count on it that they will be the main beneficiaries: the coal regions. Thank you very much.

1-019-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – The reason why this Just Transition Fund has been created is to give an answer to the more complex situations in terms of organising this transition, and combined with the Cohesion Funds that we already have, to go on a local basis and to try to bring these regions to a new paradigm, as I mentioned before.

So they will necessarily be one of the targets. I cannot say if they will be the only one. We will analyse carefully what kind of other cases need this kind of support. The purpose is to deliver and to help these regions to catch up and to quickly get rid of this burden on their shoulders. That is a burden for all Europe and that we have got to solve.

1-020-0000

Niklas Nienieß (Verts/ALE). – Ms Ferreira, I'm very happy that climate change is a big issue for this committee, and I also want to ask something about climate change, because climate change is the biggest threat to humankind. It's the biggest challenge that we face, not just as Europeans but as mankind. The people of Europe agree that immediate action is needed and that is why we saw an uprising wave of young and active Europeans protesting for climate action. That's why we saw

an election campaign that revolved almost only around this issue, and that's why we saw in the election results a clear mandate for climate action.

Ms von der Leyen followed the Greens' example and announced that she will want to reduce greenhouse gas emissions by up to 55% by 2030. Cohesion policy plays a major role in tackling climate change. That is why we propose to use 50% of cohesion spending to tackle climate change directly. Will you, Ms Ferreira, ensure that cohesion policy follows this objective by increasing climate spending to at least 50%? Will you strive for the implementation of comprehensible guidelines for climate actions in the DGs under your supervision? And how exactly will you ensure that operative programmes contribute to the decarbonisation of EU funding?

1-021-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – This is a crucial question because the fight against climate change cannot be allocated here or there. It has got to be horizontal. It has to be embodied in all the policies. And I think this Commission, and in particular the compromise that has been taken by the President-elect, is very clear on those grounds. Of course for these we have got to be very specific and to be able to organize the different instruments that we have at our disposal in a very careful way.

Already having the target for 2030 and the target for 2050 calls for huge, massive investment, so this massive investment has got to touch not only cohesion policy, that's for sure – and we have the thresholds for the different types of regions asking for a minimum engagement that goes from 30% to 60% according to the regions' and countries' level of development. Then you have to work with the Innovation Fund and the ETS, you have got to work with the Horizontal Europe, you have got to work with the redeployment of the existing instruments – I'm thinking of InvestEU and the Globalisation Adjustment Fund, the EIB. So we have got to combine all these instruments so that we really make a leap in this path towards the objectives. But we cannot fool ourselves, it will be extremely costly and extremely difficult and technical for everybody to be able to make the right path at the right speed and an increased speed. So it's very demanding, but it is clearly in the DNA of this Commission, definitely so.

1-022-0000

Niklas Nienauß (Verts/ALE). – Regions that now rely on energy-intensive industries face the biggest challenge to sustain viable living conditions. We therefore welcome the Just Transition Fund (JTF) that we already talked about, but this has to apply only on those coal and intensive-energy regions. We also think that the JTF has to invest in structures that are 100% carbon free: that is crucial in order to prepare affected regions for the future. It can fulfil the purpose only if it ensures that regions receive the necessary support to transform completely. This includes the social and the economic dimension, and major investments in human capital are crucial for this.

Do you support withdrawal from coal energy by 2030 as required by the Paris climate agreement? And how will you make sure that the JTF includes the social dimension? How will you ensure that the JTF contributes to a reduction of the risk of poverty in the targeted regions? And with regard to my colleague's question on funding, do you agree that the emissions trading scheme should internalise the externalities of emissions, and therefore should fund the JTF?

1-023-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – In a very short answer, I would say we should definitely explore the use of the ETS for that purpose. Definitely. And of course we have got to work on the details of the programmes. Programmes cannot be effective if you don't combine the social element, if you don't combine the investment element, and of course the economic element. So everything has got to be combined so that the programme works.

So if you take a local basis to do this, of course you have got to combine this, and this is the reason why I also value very much the fact that we should combine the operation of the Just Transition Fund with Objective 5, that is the integrated operation of the different instruments on a certain region that comes from cohesion policy and from the guidelines that we have established. So I think we should work with them together and try to organise a sustainable path for these regions. Definitely so. I agree completely.

1-024-0000

Francesca Donato (ID). – Signora Commissaria designata, apprezzo molto il Suo approccio di apertura e di collaborazione verso il Parlamento europeo.

Le chiedo: la Commissione prevede di ridurre la percentuale di cofinanziamento europeo per i Fondi strutturali, ritenendo che la crisi che giustificava le alte percentuali di cofinanziamento sia superata. Tuttavia nelle regioni meno sviluppate, come quelle insulari e quelle del Mezzogiorno d'Italia, c'è enormemente bisogno di questo supporto per poter accedere ai Fondi stessi. Potrebbe quindi tenere in considerazione l'idea di una modularità dei tassi di cofinanziamento in base alle effettive condizioni economiche e sociali dei territori?

1-025-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que a questão do desenvolvimento que mencionou, do sul da Itália, é uma questão que nos deve merecer uma enorme atenção porque é uma grande lição das dificuldades que existem, por vezes, em dinamizar efetivamente uma região.

Penso que esse exemplo que referiu faz-nos recorrer, ou relembra-nos, a necessidade que existe de ter estruturas institucionais suficientemente fortes para a gestão dos fundos estruturais e para a análise, para a decisão. Mas também penso que temos de ter em conta as condições específicas das diferentes regiões e dos diferentes proponentes na questão, que eu penso que é a questão que está subjacente àquela que colocou, da taxa de comparticipação. Portanto, essas taxas de comparticipação, como se sabe, foram aumentadas no ano de 2009 para nós termos, estou a falar de comparticipação comunitária nos projetos nacionais para obstar às dificuldades que se seguiram à crise de 2008. De facto, foram esses ajustamentos, e outros, que permitiram fazer algum trabalho anticíclico, digamos assim, e de recuperação, relativamente aos cortes tendenciais do investimento, mas neste momento nós temos de calibrar, de uma forma muito cuidadosa, o modo como podemos regressar a uma situação de normalidade.

Penso que é um trabalho muito fino que se tem de fazer, de modo a não precipitarmos uma redução dessas comparticipações, sem sabermos exatamente os impactos que essa estratégia deve ter. Mas o caminho tem de ser feito para aí.

1-026-0000

Francesca Donato (ID). – Signora Commissaria, Le chiedo ancora: a fronte dei tagli programmati nel nuovo quadro finanziario pluriennale a danno dei fondi della politica di coesione e della PAC, Lei si può impegnare a contrastare ogni tentativo di sottrarre o sviare gli stanziamenti dei Fondi strutturali per evitare che la politica di coesione venga indebolita o resa meno efficiente a favore di interessi di altro genere rispetto a quello dello sviluppo omogeneo di tutte le aree economiche e i territori dell'Unione europea?

1-027-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Pessoalmente penso que as novas políticas deveriam ser, teoricamente pelo menos, objeto de financiamento novo e acho que as políticas tradicionais são cada dia mais importantes, chamando tradicionais à política de coesão e à política agrícola-pilar dois.

Elas não podem - nem devem - ser a fonte permanente para fundos, para novos fundos. Mas a verdade é que, com a saída do Reino Unido, o orçamento comunitário fica substancialmente reduzido e, entretanto, há todo um conjunto de novas exigências e de novas prioridades que se introduzem na nossa agenda.

Portanto, eu acabo com o mesmo comentário com que comecei por fazer a primeira pergunta. Neste momento, o orçamento global está nas mãos dos dois legisladores e se, de facto, houver uma melhoria do quadro financeiro, eu penso que isso será importante, isso será bom, e eu pessoalmente, dentro do colégio de comissários, lutarei para que, de facto, esse caminho seja seguido.

Também acho que é altura de nós pensarmos, todos nós e, em particular, o Parlamento, mas também a Comissão, que já apresentou várias propostas nesse sentido, pensarmos outra vez na questão dos recursos próprios.

1-028-0000

Raffaele Fitto (ECR). – Innanzitutto vorrei dire alla Commissaria che ho apprezzato molto le considerazioni della Sua introduzione, perché ritengo che molte delle questioni rappresentino un programma coerente con il lavoro che dobbiamo svolgere in questa commissione.

La domanda che vorrei rivolgerLe è relativa alla condizionalità macroeconomica. Il Parlamento europeo ha votato contro questa previsione in materia di disposizioni comuni sulla politica di coesione. Le volevo chiedere qual è la Sua posizione su questo punto, soprattutto se Lei può assicurare a questa commissione che la Commissione europea non prenderà altre iniziative in merito.

In secondo luogo, sempre relativamente alla condizionalità, la Commissione uscente ha proposto una nuova condizionalità sul quadro finanziario pluriennale: quella dello Stato di diritto, finalizzata a sospendere i fondi per gli Stati membri che violano queste previsioni. La Corte dei conti ha sollevato il problema per un eccesso di potere discrezionale, lo stesso Parlamento ha dato solo un supporto parziale. Qual è la Sua opinione in merito a questo?

1-029-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Senhor Deputado, relativamente à questão da macro condicionalidade na sua vertente económica, eu tive oportunidade, enquanto era membro deste Parlamento, de chamar a atenção para os riscos de que essa macro condicionalidade viesse a ser aplicada de forma pró cíclica e a penalizar atores como câmaras municipais, ou regiões, ou pequenas empresas, que não tinham capacidade de alterar a situação em termos da gestão das finanças públicas.

Fico satisfeita por, na atualidade, haver, da parte da Comissão, propostas que não retiram a macro condicionalidade, isto é, um Estado de direito e, portanto, há, no entanto, nesta proposta da Comissão, elementos que mitigam a eventual automaticidade na utilização desses meios. Há a possibilidade, há um apelo ao princípio da proporcionalidade e há mais uma série de elementos que reduzem uma aplicação automática, que não seria de todo desejável porque é um assunto muito sensível. No entanto, são as regras.

Há ainda um aspeto que me parece importante que é, em casos de crise económica muito forte, é possível a Comissão Europeia propor ao Conselho que abula, que retire, essa suspensão de pagamentos.

No que diz respeito ao Estado de direito e à avaliação do Estado de direito, mais uma vez estamos a falar de regras europeias e de regras sobre as questões de princípio, onde, de facto, a gestão, aquilo

que nós podemos fazer, é a aplicação da lei e a gestão, digamos, dos fundos requer, estatutariamente, que os países sejam reconhecidos como cumprindo as regras fundamentais do funcionamento democrático e institucional, e portanto, se persistentemente houver riscos de um determinado país nessa matéria, digamos, é obrigação da Comissão, segundo os termos da lei, questionar e, eventualmente, suspender esses compromissos e esses pagamentos e, portanto, são os dois temas que levantou e penso que é a resposta que lhe posso dar neste momento.

1-030-0000

Raffaele Fitto (ECR). – Un'altra domanda che Le vorrei fare è relativa al patto di stabilità sulle risorse del cofinanziamento nazionale. Lei non ritiene che sia – questa è una battaglia di questa commissione, che più volte abbiamo fatto – utile e necessario provare a mettere in discussione come escluse dal conteggio del patto di stabilità le risorse di cofinanziamento nazionale dei programmi di politica di coesione?

1-031-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – O mandato que foi estabelecido e o compromisso, quer nas *guidelines*, quer no discurso da Sra. Presidente eleita, foi no sentido de rever as margens possíveis, as margens de flexibilidade possíveis no Pacto de Estabilidade.

Penso que há várias dimensões em que isso pode acontecer e penso que aquilo que refere é uma possibilidade. Já foi discutida, em tempos passados, neste Parlamento, a introdução, eventualmente, de uma regra de ouro. Penso que não se pode fazer sugestões isoladas. Há toda uma revisão que vai estar em curso e aquilo que eu lhe posso garantir é que é um assunto que vai merecer, naturalmente, discussão no âmbito da comissão, e eu participei, ativamente, em articulação com os meus colegas, e, em particular, sob a coordenação do comissário vice-presidente Dombrowskis, e do indigitado naturalmente, e do comissário indigitado para a economia, na construção de uma revisão do Pacto e em que, de facto, eu acho que elementos como esse não devem ser, à partida, nem *a priori*, excluídos. Acho que têm de ser ponderados.

1-032-0000

Martina Michels (GUE/NGL). – Frau Ferreira! Ich freue mich natürlich über Ihre Ambitionen – die Sie hier nochmal bekräftigt haben –, bis Ende dieses Jahres eine Einigung über das Gesetzgebungspaket zur Kohäsionspolitik zu erreichen. Aber ich bin doch einigermaßen darüber bestürzt, dass Sie in Ihren schriftlichen Antworten keinerlei Kritik oder Zweifel an den Vorschlägen Ihrer Vorgängerkommission erkennen ließen. Das betrifft zum einen die meines Erachtens genügsame Beschränkung auf zwei Prioritäten: innovative und digitalisierte Wirtschaftsförderung sowie Klimaschutz. Kohäsionspolitik ist aber mehr.

Wo sehen Sie die zu fördernden Stärken in den Bereichen soziale Kohäsion sowie ökologischer und sozialer Umbau oder bei der öffentlichen Daseinsvorsorge?

1-033-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I am not completely sure if I completely understood your question. If you are referring to the construction of the proposal of the Commission, I think the elements that you mentioned are covered there, because there is a clear understanding that when you intervene in a certain area, you have got to combine social elements with climate elements, with economic elements, and that is the combination that will make the convergence effective. If I did not understand completely please clarify what you mean.

1-034-0000

Martina Michels (GUE/NGL). – Meine Frage zielte vor allen Dingen auf das vertraglich vereinbarte Ziel des sozialen Zusammenhalts und der Angleichung der Lebensverhältnisse, was meines Erachtens als Ziel der Kohäsionspolitik immer wieder außer Acht gelassen wird. Aber ich möchte Sie auch nochmal zum europäischen Semester fragen, denn Sie haben ja in Ihrer Zeit als

Europaabgeordnete sehr zu Recht die Problematik angeprangert, dass das europäische Semester ein kaum demokratischer Prozess ist.

Können Sie konkrete Strukturreformen beschreiben, die eben nicht auf Profitmaximierung, schwarze Null usw., sondern auf die Angleichung und Verbesserung der Lebensverhältnisse abzielen?

1-035-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Eu vejo as reformas estruturais neste contexto no sentido de permitir que os países que fazem parte do euro, e os países que querem aderir, tenham algumas condições financeiras para fazerem reformas que são essenciais para a sua convergência.

Quando me refiro a reformas, são reformas não impostas. Referi, no meu discurso, que me parece que elas devem ser, as propostas, devem ser discutidas com o Parlamento, que prefiro claramente o método comunitário, mas penso que participar numa moeda única requer que, quando há um ajustamento que é muito exigente para que os países consigam cumprir os objetivos da política de equilíbrio das contas públicas e de sãs finanças públicas, haja, de algum modo, também alguns meios que permitam que esses países consigam fazer uma aproximação rápida àquilo que são vetores adicionais de competitividade.

Houve, de facto, algumas experiências que foram feitas já neste quadro comunitário, já neste período de financiamento, na base do apoio técnico. Apoio técnico, por exemplo, à reforma do Estado em vários países, apoio técnico à formação das pessoas, à reorganização do sistema de educação, do sistema de cobrança de impostos. Portanto, há toda essa dimensão e será essa mesma unidade aquela que agora vai trabalhar nessas propostas.

Eu penso que essas propostas, neste momento, aquilo que vou dizer, o termo inglês, para não fazer confusão, mas as *country specific recommendations* e os *country reform programs*, sobretudo o Anexo D, têm bastante mais conteúdo do que tiveram no passado. Mas há todo um trabalho a fazer no sentido de melhorar esse processo e esse processo passa pelo Parlamento e eu penso que nós temos todos de ser mais ativos, mais construtivos em fazer um ajustamento das recomendações exatamente à situação dos países.

Penso que o elemento dos *macroeconomic imbalances*, *macroeconomic imbalances procedures*, por exemplo, pode ajudar muito a construir uma agenda que seja credível, e que seja séria, de melhoria da competitividade desses países.

É assim que eu vejo estas reformas, em coerência com os princípios de coesão e não contra eles.

1-036-0000

Pascal Arimont (PPE). – *Boa noite Senhora Ferreira!* Damit hört mein Portugiesisch auch schon auf und ich werde auf Deutsch weitersprechen.

Ich möchte mit Ihnen über grenzüberschreitende Zusammenarbeit sprechen. Sie kennen wahrscheinlich das Programm Interreg sehr gut. Interreg heißt Brücken entstehen lassen, nicht nur welche bauen, sondern auch freundschaftliche Brücken über Grenzen hinweg, mit dem Ziel, gemeinsame Lösungen für gemeinsame Probleme zu finden. Interreg hilft damit unseren Bürgern nicht nur dabei, nationale Grenzen – in welcher Hinsicht auch immer – weniger stark zu sehen und zu spüren, sondern letztlich auch dabei, die EU als weniger abstrakt wahrzunehmen.

Umso bedauerlicher ist es, dass die Kommission für die künftige Förderperiode eine Kürzung dieser Mittel von derzeit 10,2 Milliarden auf 7,4 Milliarden vorgeschlagen hat. Das ist eine Kürzung von 30 Prozent.

Als Berichterstatter für Interreg nach 2020 stimme ich Ihrer schriftlichen Antwort daher nicht zu, wenn Sie sagen, dass dies moderat oder adäquat sei. Im Gegenteil: Wir sollten gerade jetzt, wo wir mit zunehmendem Nationalismus konfrontiert sind, eher mehr als weniger Geld investieren, damit Grenzen überwunden werden.

Daher meine Fragen: Habe ich Sie an meiner Seite, um mit dem Rat, um eine zumindest Beibehaltung des aktuellen Betrages zu kämpfen? Zweite Frage: Wie stehen Sie zu dieser *Component 5* – diesen interregionalen innovativen Investments? Finden Sie die Idee gut, dass diese *Component 5* in den EFRE verlagert werden soll? Und als dritte Frage: Wie stehen Sie zu dem Unterprogramm Interreg Europe, das die vorherige bzw. die aktuelle Kommission komplett gestrichen hat?

1-037-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Desculpe só uma pequena correção: eu não disse que a redução, nas minhas respostas escritas, eu não disse que a redução era apropriada, disse que a proposta era apropriada dadas as limitações. Portanto, eu não disse que a redução era apropriada, disse que a proposta era apropriada, isto é, uma proposta sobre a qual se pode trabalhar.

Remeto para aquilo que disse antes, e aquilo que disse antes foi que não cabe à Comissão definir valores globais muito ambiciosos e a seguir ter de os reduzir e de, portanto, alterar e atrasar completamente o andamento dos trabalhos para a implementação do novo quadro.

Sobre o Interreg: o Interreg é um programa muitíssimo interessante, sem dúvida nenhuma. Eu trabalhei, em mil novecentos e noventa e pouco, trabalhei no primeiro programa de cooperação entre a Região Norte e a Galiza, portanto a região espanhola, foi uma experiência fabulosa. Eu penso que, de modo nenhum, está no espírito da Comissão reduzir ou mitigar o Interreg.

Temos de trabalhar e combinar todas as linhas possíveis para que, de facto, o Interreg se mantenha e acho que estaremos disponíveis para fazer isso.

Não me peça, neste momento, para discutir linha a linha as condições do programa. Não sei quais são as condições de flexibilidade. O que lhe posso dizer é que há, de facto, todo o interesse em fomentar, aumentar e potenciar as experiências associadas ao Interreg porque são claramente um projeto muitíssimo importante, de esbater o obstáculo que foram, durante muitos anos no passado, as fronteiras políticas relativamente à convivência entre pessoas que, fisicamente, estão próximas e, portanto, neste momento, nós temos exemplos muitíssimo interessantes e positivos do Interreg, do funcionamento do Interreg, portanto, sem dúvida.

1-038-0000

Pascal Arimont (PPE). – Vielen Dank für die Antwort. Ich würde auch Ihren letzten Satz auf eine aktuelle Situation übertragen, und zwar auf den Brexit. Interreg wird unter anderem sehr massiv vom Vereinigten Königreich genutzt. Dort werden unter anderem 500 Interreg-Projekte vorangetrieben. Im Rahmen des Austrittsabkommens, von dessen Ratifizierung wir nach wie vor sehr weit entfernt sind, hat sich Großbritannien zu einer ständigen Teilnahme an grenzüberschreitenden Programmen zwischen Nordirland und Irland verpflichtet. Eine Beteiligung für die Zeit danach ist unklar. Noch viel unklarer ist die Situation, wenn an Halloween ein ungeregelter Brexit stattfinden würde. Gerade hier – in dieser historisch problematischen Grenzlage – trägt Interreg, glaube ich, maßgeblich dazu bei, Probleme gemeinsam zu lösen, Dinge miteinander zu organisieren und miteinander zu sprechen.

Teilen Sie meine Meinung, dass eine Budgetkürzung bei Interreg die Programme, die Projekte und die Beziehungen dieser Regionen tatsächlich gefährden würde? Und was passiert – gibt es einen Plan B in der Kommission–, falls es zum harten Brexit kommt?

1-039-0000

Elisa Ferreira, *Comissário indigitado*. – Como sabe é muito difícil nós estarmos a fazer planos relativamente a um *hard Brexit*, aqui e noutros dossiês, é muito difícil, é muito complexo. Nós não sabemos exatamente quais são as consequências do *hard Brexit*.

Sabemos, sim, que está preparado um plano imediato utilizando o Fundo de Solidariedade Europeu. Sabemos que tudo isso foi trabalhado no sentido de ter ajuda de emergência para as regiões e para, sobretudo, mais do que para as regiões, para os países mitigarem o impacto de uma fronteira, de um *hard Brexit*. Relativamente às populações afetadas, temos de trabalhar, se o *hard Brexit* - que não é desejável de todo - eventualmente, acontecer. Naturalmente nós temos de visitar os detalhes de todos os programas de cooperação, Interreg e outros.

Neste momento, o que há é um plano de intervenção imediata, que também financia os Estados se os montantes forem excessivos relativamente à construção de emergência de sistemas aduaneiros, contratações de pessoas, sistemas fitossanitários e também de ajuda às empresas que ficam afetadas, às pessoas que ficam com relações de proximidade cortadas.

Temos de trabalhar sobre isso. É um bom alerta que faz, mas eu não lhe posso dar uma resposta porque eu acho que ninguém sabe exatamente o que é que significa o *hard Brexit* e em que condições é que um *hard Brexit* poderia existir. Mas estamos atentos a isso e estarei atenta a isso também.

1-040-0000

Isabel Carvalhais (S&D). – A Comissária designada declarou o seu empenho na continuidade de uma forte política de coesão que, como sabemos, é fundamental para a convergência do mercado interno, para o desenvolvimento económico, para a promoção do investimento e a criação de emprego. Mas em mãos terá também as reformas estruturais. Ora, as reformas têm de ser sempre acompanhadas de investimento.

Como pretende conciliar estes dois desígnios que, em muitos momentos, podem ser divergentes? De que modo considera que poderá assegurar que a implementação das reformas seja orientada para que dela resulte mais e melhor coesão, mais criação de emprego de qualidade orientada para a qualificação dos trabalhadores e para a inovação da economia, designadamente na transição para uma economia neutra em carbono no espaço europeu?

1-041-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Senhora Deputada, eu penso que nós, durante demasiado tempo, andamos a falar e a pedir uma base, um orçamento, uma base financeira para a zona euro. Porque? Porque, de facto, uma união monetária obriga a uma concorrência completamente aberta entre os países, sem os disfarces habituais associados à desvalorização da moeda e sem a possibilidade de funcionarem os estabilizadores automáticos e, portanto, quando há uma crise, essa crise é muito violenta.

Isto acontece mais se, de facto, houver um grande desequilíbrio entre os países que fazem parte desta União. Para que se possa fomentar uma convergência efetiva nós temos de ter políticas, temos de ter não só as políticas, mas também alguma capacidade de investimento que ajude os países a fazerem este trajeto de uma forma mais acelerada.

Para mim, as reformas estruturais de que estamos a falar são reformas que, como disse, podem e devem ser articuladas no contexto do Semestre Europeu, mas de uma forma muito detalhada com os países. Devem ser os países beneficiários a propor aquilo que vão querer fazer e deve ser através de um contrato em função de atingir ou não atingir as metas que as transferências financeiras devem ser feitas.

Naturalmente que, estando debaixo da minha alçada duas direções gerais, uma de política de coesão e outra relativamente às reformas, não me passa pela cabeça, nem imagino, porque isso seria uma incompetência, que, ao fazermos estas reformas estruturais nós não tivéssemos em conta o impacto espacial que elas mesmas têm, e, portanto, não houvesse uma preocupação de fazer com que as duas ações fossem mutuamente reforçadas, isto é, uma ajudasse a outra, e, por exemplo, uma reforma cuidada da administração pública pode e deve ajudar na política de coesão e a política de coesão beneficia disso. Uma reorganização do sistema de educação pode e deve ajudar, digamos, na melhoria dos recursos humanos para fins de coesão e, portanto, as duas políticas vão ter de se articular, as duas políticas não podem contrariar-se e não podem ignorar-se mutuamente.

Mas, de facto, as reformas estruturais são algo que vem com a moeda única e a política de coesão é algo que está inserido nos Tratados e que tem de nos acompanhar, mas tem de ser reforçada à medida que nós aprofundamos o projeto europeu.

1-042-0000

Isabel Carvalhais (S&D). – Eu aproveito para perguntar, talvez possa esclarecer um pouco melhor, como é que, no contexto do Semestre Europeu, pretende lidar com a integração dos objetivos do desenvolvimento sustentável? Se puder dizer algo mais, obrigada.

1-043-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Quando falamos do Semestre Europeu, temos a sequência do Semestre e depois temos as recomendações aos países. Essas recomendações aos países têm de ser recomendações para uma aceleração do processo de convergência estrutural. Nesse sentido, há uma urgência de, ao fazer essas recomendações, ter em conta não um crescimento feito de qualquer modo, mas um efetivo desenvolvimento.

Os princípios de desenvolvimento sustentável são enquadradores, não só na dimensão ambiental, na dimensão climática, mas também na dimensão social e na dimensão de equilíbrio e sustentabilidade deste processo de desenvolvimento.

Não faz sentido, com o conhecimento que temos, não termos em conta a qualidade do desenvolvimento e olharmos só para valores macroeconómicos.

1-044-0000

Cristian Ghinea (Renew). – Despite all the talk about simplification, both here in Brussels and in the Member States, our beneficiaries still complain about excessive bureaucracy. How will you ensure that beneficiaries experience real simplification on the ground? To take one example, you mentioned in your opening speech the simplified costs.

To be clear, I am a very big fan of this method. We started implementing it in Romania when I was a Minister for EU Funding, but there is also a problem. This solution was undermined by the concerns about possible future decisions of the European Court of Auditors (ECA) and I know, of course, the auditors are independent but, nevertheless, we have to ensure some stability for all beneficiaries. How do you intend to work, maybe with ECA, to prevent such a scenario in which our beneficiaries are caught in different interpretations by different institutions?

1-045-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que o assunto que está a colocar é um assunto extraordinariamente importante. Alguém me dizia, em conversas informais, me contava, que pequenas empresas tiveram, enfim, desistiram, de ajuda comunitária por causa de não terem condições para contratarem mais pessoas para fazerem o tratamento de toda a documentação e de todas as formalidades.

Isto, de facto, é algo que contradiz o objetivo que nós temos, o objetivo de que os planos e as políticas cheguem ao cidadão comum. Portanto, é, para mim, uma preocupação muito grande que aquelas medidas que, neste momento, estão a ser propostas pela Comissão, essas 80 medidas, sejam acompanhadas, monitorizadas e que elas sejam ajustadas se, de facto, não chegarem a produzir o efeito pretendido.

Temos de fazer provavelmente uma aproximação aos beneficiários, fazer todo o circuito e ver, de facto, o que é que é possível melhorar, simplificar, porque se, de facto, as regras são fáceis, ou relativamente fáceis de ser cumpridas, vistas pelo lado da administração, nós temos de ser capazes de as ver pelo lado do cliente e perceber que, de facto, elas têm de salvaguardar aquilo que é essencial, mas dispensar e limpar tudo aquilo que não for absolutamente fundamental.

Dito isto, penso que também temos de ter em conta a impossibilidade de fragilizar os mecanismos de segurança sobre o modo como os dinheiros são gastos e, portanto, nós temos obrigações estatutárias e obrigações, pelo Tratado, de verificação, fiscalização e controle e, de maneira nenhuma, podemos perder essa dimensão ao introduzir os processos de simplificação.

1-046-0000

Cristian Ghinea (Renew). – My second question will be about your two hats, because you will have a portfolio named ‘cohesion and reforms’ and you have this newly created DG for structural reform support. You answered previously to this idea, but just to be more specific and more clear, some voices say there will be de facto conditionality between making reforms and spending money from cohesion. What do you think about this scenario? Are those voices right or not?

1-047-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I think the voices transmit a fear, a fear that there will be a, kind of, extra conditionality on the funds and that the funds will be absorbed by reforms. I will try to make sure that the first reforms are adequate, that they are owned and seen as needed by the Member States, that the Member States understand completely and that they proposed these reforms and that these reforms actually contribute to an increase in their capacity to grow and their speed for convergence.

If you look carefully at the work that was done in the context of this reform package in the past – and I mention it because I think it is very illustrative – the kind of work that was done by this unit was very supportive and seen as very positive in Greece and in Lithuania. I can tell you that they operated technical support in no fewer than 26 countries, that they had proposals that doubled the capacity of the technical support service, and so they are seen very, very positively.

Now what we are doing is to keep this kind of support but to have another element, that is the capacity to invest, I believe that we are solving a problem and creating a new mechanism that will help the monetary union to function with less dangers and less risks than until now.

1-048-0000

Álvaro Amaro (PPE). – Senhora Comissária indigitada, cumprimento-a, cumprimento ao Senhor Presidente e todos. Deixe-me dizer-lhe o seguinte: eu entrei hoje, nesta audição, e permitam que eu diga que estava quase chocado com o que tinha lido, eu digo isto com toda a sinceridade porque fiquei com preocupações, uma primeira preocupação como cidadão europeu, porque se a Senhora Comissária indigitada, se tiver vontade política, e cobertura política, na Comissão e, depois já lá iremos, porque a tem pela Senhora Presidente, depois falarei disso, então só lhe falta mesmo essa vontade férrea para evitar aquilo que é manifestamente injusto. É contra a coesão. Aceitar-se que uma distribuição de fundos ajude os países mais ricos e prejudique os países mais pobres é a antítese da coesão. Mas, mas como cidadão português, levado isto para o nosso país, então era uma coisa injusta porque significaria que as regiões mais pobres eram riscadas do mapa

e este é o meu choque quando aqui cheguei. Ao ouvi-la fiquei ligeiramente menos preocupado. Era isto que eu lhe queria perguntar, se a Senhora Comissária indigitada pode firmar esse compromisso connosco aqui hoje.

1-049-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Senhor deputado, acho que não tem de se preocupar porque sabe que o meu empenhamento nas questões da coesão não é de agora e as minhas convicções também não. Dito isto, aquilo que me parece é que nós temos de decidir se trabalhamos em cima desta proposta que a Comissão apresentou ou se queremos outra.

A proposta que a Comissão apresentou é um documento de trabalho e é um documento de trabalho que é feito sem se saber o que é que vai acontecer do lado das receitas. Portanto é feito com um cenário hipotético, um cenário razoável. Nós sabemos que este cenário é um cenário que vai exigir, na proposta da Comissão, mesmo assim, um maior esforço aos países que contribuem para o orçamento europeu, mas que, ao mesmo tempo, não pode cobrir, e não cobre, totalmente a perda que foi introduzida pelo facto de um contribuinte líquido que é o Reino Unido já não estar aqui ou já não estar a ser contabilizado para o efeito.

Para além disso, sabe que nós introduzimos novos elementos, introduzimos ambiente, introduzimos alterações climáticas e introduzimos migração e controlo de fronteiras, introduzimos defesa e segurança, introduzimos política de vizinhança e a Europa no mundo. Portanto, os meus olhos estão em vocês, estão na comissão *budget*, estão na articulação entre a comissão *budget* e o Conselho e, naturalmente, eu estarei a militar no sentido de que o Conselho venha na articulação com o Parlamento, e temos aqui deputados que são muito credenciados e que trabalham há bastantes anos sobre estas estas matérias, e que, de facto, essa solução venha a sair dos trilogos que estão em curso e, da nossa parte, nós trabalharemos com maior afinco, com o maior empenho, precisamente para construir essa dimensão.

1-050-0000

Álvaro Amaro (PPE). – Senhora Comissária indigitada, os seus os olhos estão em nós e os nossos olhos estão em vossa excelência, porque se a Presidente indigitada, Senhora Ursula von der Leyen, disse, tem dito repetidas vezes, e tem falado, dos territórios de baixa densidade, tem falado muito de coesão, o que me deixou, de resto, a mim satisfeito e com expectativas.

Bom, se a Sra. Comissária indigitada tem essa cobertura política da nova presidente, como eu lhe disse, eu acredito nas convicções. Acredito sinceramente. Olhos nos olhos, eu acredito nessas convicções. Agora o que precisamos é passar das convicções à realidade, apesar das dificuldades que nós conhecemos. Mas a política de coesão é uma bandeira europeia. Como disse, está nos Tratados.

Se pode haver falhas nos recursos, não pode haver falhas na política de coesão, porque isso era cavar uma maior injustiça na Europa. Peça-lhe, por isso, que essa convicção, não apenas nos territórios de baixa densidade não serem riscados, como nesses aí mesmo, não pode haver diminuição das taxas de cofinanciamento.

1-051-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Enfim, relativamente aos recursos não é a Comissão que constrói as receitas, é o Conselho, e, portanto, essa convicção de todos nós tem de ser transferida para o Conselho e são os Estados que têm de aceitar esse mesmo princípio e contribuir mais para o orçamento. Portanto, é isso, é isso que está em causa.

Relativamente às taxas de comparticipação, eu penso que não tenho tempo para lhe responder. As taxas de comparticipação, como sabe, foram aumentadas, com a participação comunitária, para atacar a crise, em 2009. Temos de trabalhar com detalhe o modo como elas podem regressar à

normalidade através de um calendário, através daquilo que, em inglês, se costuma dizer *fine tuning*, para, digamos, não causarmos roturas, mas progressivamente conseguirmos fazer uma aproximação àquilo que era uma situação de normalidade antes de 2008-2009. Mas quando eu tiver tempo eu responderei um pouco mais sobre esta matéria que agora não tenho tempo.

1-052-0000

Цветелина Пенкова (S&D). – Уважаема госпожо Ферейра, като една от по-новите страни членки България, както и много други държави, усещат положителните ефекти на политиката за сближаване. Въпреки това северозападният район в България все още е най-бедният в Европейския съюз. Продължавам да вярвам, че европейските политики, в съчетание с усилията на националните правителства, могат да спомогнат за решаването на демографските и икономически проблеми в определени региони в Европейския съюз.

Бих искала да Ви попитам какви специални мерки сте предвидили, за да помогнете на страните от Централна и Източна Европа да достигнат средния стандарт на живот в Европейския съюз?

1-053-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – A política de coesão é exatamente a resposta para esse tipo de problemas. Não lhe digo que uma mudança seja rápida, das condições de funcionamento da economia das regiões mais atrasadas, porque, de facto, há uma série de condicionantes, desde a perifericidade ao envelhecimento da população, por vezes dificuldades na instalação de empresas, na obtenção de recursos. Mas, por isso mesmo é que a política de coesão tem de se concentrar na situação das regiões mais atrasadas e tem de trabalhar de uma forma articulada com outras políticas.

Não é possível nós estarmos a pensar numa política de coesão que não tenha uma articulação com a política de acessibilidades e que não tenha uma articulação com a política social, que não tenha uma articulação com a economia.

Pela parte dos fundos e, conhecendo o detalhe da região, nós temos de a trabalhar e de perceber o que é que pode fazer com que essa região saia da situação de atraso. Ela pode precisar de um reforço em termos de formação profissional, ou pode precisar de acessibilidades, ou pode precisar da instalação de algum tipo de equipamento, até institucional, que traga uma renovação ao tecido social.

Portanto, o facto de a política de coesão dar prioridade a essas regiões e, para além disso, ter uma preocupação de olhar para o território e tentar encontrar os instrumentos mais adequados para intervir, penso que é uma boa base para nós trabalharmos, e podemos, e penso que é importante a troca de experiências em termos destas estratégias de desenvolvimento regional, porque muitos dos nossos países passaram e passam exatamente por este tipo de experiências e, portanto, a cooperação inter-regional é, em si mesma, algo de muito importante para aprendermos uns com os outros e não repetirmos os mesmos erros que outros já concluíram que não funcionavam.

Portanto, eu acho que este espírito é um espírito comum e o princípio é que ninguém pode ficar para trás e, portanto, nós temos de encontrar um meio de trazer as regiões a uma acelerada convergência com as regiões mais dinâmicas.

1-054-0000

Цветелина Пенкова (S&D). – Благодаря Ви. Вторият въпрос е свързан с Вашите писмени отговори и факта, че се съгласявате с предложението на Европейската комисия относно намаляването на средствата по политиката за сближаване с десет процента в дългосрочен план. В същото време има и предложение за увеличаване на националното съфинансиране. Бих искала да Ви попитам как мислите, че тези допълнителни мерки ще се отразят на възможностите за икономическа подкрепа именно на най-бедните региони в Европейския съюз?

1-055-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Eu não vou voltar a repetir o que já disse. Portanto, penso que a proposta da Comissão foi feita sob uma restrição muito grande e, portanto, é uma proposta válida para se trabalhar sobre ela. Aquilo que me merece agora uma resposta nova é a questão da taxa de cofinanciamento.

As taxas de cofinanciamento europeu foram aumentadas porque, no período da grande crise económica, muitos Estados se viram com grandes dificuldades em fazer a contrapartida nacional para que os promotores conseguissem levar a cabo os projetos que tinham em mãos.

Houve que fazer grandes apertos orçamentais nas finanças públicas e, portanto, a partir de determinada altura, eles não tinham margem de manobra para fazer esse cofinanciamento, ou faziam-no de uma forma muito custosa.

Alguns destes problemas ainda se mantêm. Há muitos países que ainda não têm essa margem. No entanto, como eu disse antes, o objetivo é que se vá progressivamente normalizando as taxas de participação à medida que a própria economia também começa a funcionar com alguma normalidade. Isto porquê? Porque com recursos mais contidos é evidente que, se a participação comunitária for ligeiramente menor, o volume de investimento que é alavancado associado a esse apoio passa a ser maior e, portanto, o impacto é maior.

Por outro lado, mesmo em termos de acesso aos mercados financeiros e ao crédito, há, neste momento, condições de taxas relativamente fáceis e, portanto, os promotores terão alguma facilidade de taxas baixas de financiamento e, portanto, os promotores terão alguma facilidade adicional de se financiarem.

1-056-0000

Caroline Roose (Verts/ALE). – Madame la commissaire désignée, ces dernières années, nous avons constaté que l'Union européenne a financé de nombreux projets qui nuisent à l'environnement ou sont réalisés contre l'avis des communautés locales. Trop souvent, la préférence est donnée aux intérêts économiques plutôt qu'aux préoccupations environnementales ou sociales. Nous voyons également que des États membres subventionnent des énergies fossiles qui contribuent au changement climatique. La commission n'a pris aucune mesure pour lutter contre les dépenses néfastes et mettre fin à ces abus. Dans le contexte de la crise climatique, l'Union européenne ne peut plus financer ce type de projets. Pour y parvenir, nous proposons la création au sein de la DG REGIO d'un bureau chargé de concilier les préoccupations environnementales et les intérêts économiques et de trouver une solution aux projets controversés. Soutenez-vous cette approche et comment allez-vous résoudre ce problème et garantir une prise en compte réelle des enjeux environnementaux? Un cas concret: allez-vous empêcher que les fonds européens soient utilisés pour le financement de l'autoroute Struma dans les gorges de Kresna en Bulgarie, une zone protégée au titre de Natura 2000?

1-057-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Relativamente à alegação que fez eu vou verificar, mas não tenho a convicção de que haja financiamento de investimentos que são ambientalmente danosos. Nomeadamente, há investimentos que, neste momento, não são de todo financiáveis, como, por exemplo, as minas de carvão, ou mesmo os aeroportos, a não ser nas regiões ultraperiféricas. Portanto, há todo um conjunto de exclusões.

Depois fala da questão dessa autoestrada, portanto da autoestrada “Struma”. Eu tenho de verificar os detalhes desse processo. Aquilo que me parece importante é cumprir, por um lado, naturalmente, a legislação europeia, mas encontrar maneiras de trabalhar os projetos que é

necessário construir de modo a que eles sejam também protetores dos valores que a legislação protege.

Se nós temos uma região ou uma zona que é classificada como Natura 2000, por exemplo, ou que faz parte do património da UNESCO, então nós temos de cuidar, não podemos ignorar, temos de cuidar e encontrar alternativas, a alternativa menos penosa, e, inclusivamente, as medidas mitigadoras, porque há sempre impactos.

Portanto, eu penso que aqui o que é preciso é, primeiro, cumprir, obviamente, a lei, mas depois trabalhar cada projeto de forma cuidadosa, de modo a encontrar um equilíbrio entre a preservação dos valores ambientais, porque isso é um bem público, e é um bem inquestionável, e, ao mesmo tempo, a resolução dos problemas dos seres humanos que precisam de continuar a circular e de ter acessibilidades. Portanto, eu não queria entrar no detalhe das soluções. É um assunto que está a ser visto pelos serviços, que acompanharei com o maior cuidado.

1-058-0000

Caroline Roose (Verts/ALE). – Merci de votre réponse.

Le financement de l'Union européenne doit être efficace et durable. Des exemples tels que les gorges de Kresna montrent qu'il est nécessaire de mettre en place de meilleurs mécanismes de participation pour permettre un développement régional durable.

Le principe de partenariat est censé guider les politiques d'aménagement. Pensez-vous qu'il soit suffisant pour garantir que toutes les parties concernées soient intégrées dans le processus de mise en œuvre des fonds structurels?

Pour être plus concret, l'année 2020 sera un moment crucial pour la participation des partenaires car les futurs programmes de financement seront élaborés par les autorités des États membres. Toutefois, les textes européens qui prévoient l'implication des communautés locales ne seront pas adoptés avant plusieurs mois. Ceci permettrait aux États de contourner le principe de partenariat et de ne pas impliquer les parties concernées.

Comment allez-vous résoudre cette situation et donner l'assurance à tous les acteurs présents sur le terrain que leur voix sera entendue et prise en compte dans la préparation du programme en 2020, conformément au code de conduite sur le partenariat? Et comment allez-vous combler ce vide juridique, et comment surveillerez-vous la situation dans les États membres en 2020?

1-059-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que o partenariado é absolutamente essencial. Envolver os agentes locais é absolutamente essencial. Aquilo que me referiu é um assunto que eu vou investigar e vou tentar perceber o que é que se está exatamente a passar. De qualquer modo, em todas as experiências que fiz, o envolvimento dos agentes locais é a única condição que permite que os projetos que são levados a cabo sejam projetos que são sentidos por todos e que tomam em conta aquilo que são as diferentes participações das comunidades locais nos projetos que são lançados.

Tive ocasião de ser responsável por algumas destas operações integradas, por exemplo, a participação de sindicatos, a participação de forças vivas, das associações empresariais, das câmaras municipais, trouxe sempre valor acrescentado e eu penso que isso é essencial.

O caso concreto, como lhe digo, eu vou investigar e ver exatamente o que é que se está a passar relativamente a esse assunto. Mas penso que o princípio é um princípio também aceite pelos serviços e pela Comissão, inquestionavelmente.

1-060-0000

Mathilde Androuët (ID). – Mme Ferreira, malgré l'objectif affiché de cohésion territoriale, certaines régions restent particulièrement pauvres; et la gestion de ces fonds n'est pas toujours optimale. En effet, certaines régions périphériques ou ultrapériphériques connaissent des taux de pauvreté ou de chômage parfois très élevés. Par exemple, nous avons 40 % des Réunionnais qui vivent sous le seuil de pauvreté et 25 % qui sont au chômage. La Cour des comptes en France, a publié un rapport en mai dernier, indiquant que la gestion des Fonds européens s'était soldée par une augmentation des coûts de gestion et une perte d'efficacité. Aussi Mme Ferreira, que comptez-vous faire pour que les régions bénéficient pleinement de ces fonds, lesquels proviennent directement des contribuables européens?

Et dans cette même logique de protection des territoires ultrapériphériques, que pensez-vous du dispositif d'octroi de mer qui permet de protéger l'économie des RUP en taxant les importations étrangères? Depuis le 1^{er} juillet 2014, le règlement général d'exemption par catégorie tend à restreindre les aides et les exemptions accordées aux RUP en contradiction avec l'article 343 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui demande le maintien de ces exemptions. À cet égard, qu'envisagez-vous de faire?

1-061-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – As regiões ultraperiféricas são, efetivamente, uma prioridade, não só no Tratado. Referiu o artigo 349.º, muito justamente. São também uma prioridade para a presidente da Comissão, a presidente eleita, que, de facto, chama a atenção para a necessidade de cuidar, com especial cuidado, digamos, o processo de desenvolvimento destas regiões.

Elas têm dificuldades específicas: o afastamento, a dificuldade de acesso - note-se que têm uma exceção, que os aeroportos só são possíveis de ser financiados se forem nas regiões ultraperiféricas -, o isolamento, a vulnerabilidade às condições climáticas, e, portanto, eu penso que, na proposta que a Comissão neste momento elaborou, há todo um conjunto de propostas específicas. 21 propostas que dão preferência às regiões ultraperiféricas em várias dimensões, nomeadamente maximizam o acesso aos fundos, há um limiar mínimo de ajuda por habitante e, mesmo na área das pescas e na área da agricultura, há sempre uma preferência especial para estas zonas. Portanto, eu penso também que as estratégias de desenvolvimento dessas zonas, ou dessas regiões, têm de ter um cuidado muito especial na articulação com os transportes, com o ambiente e também com as políticas sectoriais, uma vez que elas ficam muito vulneráveis, porque têm muitas vezes monoculturas e, portanto, qualquer alteração na política de pescas ou na política comercial externa, na política do açúcar, na política de alguns frutos, pode ter um impacto enorme, ou na política do leite, pode ter um enorme impacto nessas regiões, portanto, têm de ser cuidadas, têm de ser vistas caso a caso.

Penso que a matéria energética é uma matéria particularmente importante na medida em que temos de pensar no desenvolvimento dessas regiões na base das energias renováveis porque, de facto, as potencialidades são particularmente interessantes em muitos destes espaços que são, muitas vezes, ilhas e onde a energia das marés, a energia hidráulica, a energia das ondas, desculpem, das marés e das ondas, da hidráulica, a energia do vento e a energia solar podem, de facto, ser uma fonte de autossustentabilidade nestas regiões e que pode muito ajudar à eliminação, ou à redução, da sua dependência energética perante o exterior.

Portanto, serão regiões especialmente cuidadas.

1-062-0000

Mathilde Androuët (ID). – Je me permets de relancer: par le passé, vous avez critiqué la rudesse de la troïka à l'égard de la Grèce ou du Portugal: j'aimerais savoir si vous êtes prête à rompre avec la logique d'austérité ou si vous avez l'intention de l'accompagner en sachant très bien que cette logique creuse les inégalités territoriales?

1-063-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – De facto eu fui crítica do excesso de ajustamento que foi pedido a estes países durante a troika e, portanto, foi aqui exatamente nestas salas e neste Parlamento que esse assunto foi debatido.

Neste momento há uma recuperação de todos os países relativamente à fase de ajustamento, a meu ver excessivo. Penso que a Europa aprendeu com esses exemplos. Percebeu que uma moeda única em particular tinha de ter outro tipo de instrumentos e penso que o embrião que pode estar aqui nesta linha das reformas pode ser exatamente a primeira esperança para que uma zona monetária comece a ter alguns apoios para produzir uma convergência entre os países que permita que, de facto, o ajustamento seja menos penoso nos momentos de crise.

Há uma outra dimensão que é a dimensão do ajustamento do investimento de compensação, que não teve a mesma sequência, isto é, criarmos alguns mecanismos de estabilização de curto prazo. Veremos se, no futuro, com a proposta de interajuda nos subsídios de desemprego, poderemos relançar alguma dimensão de curto prazo que também faz falta numa união monetária.

1-064-0000

Andželika Anna Możdżanowska (ECR). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Polityka spójności ma jasno wyznaczone cele, które nie zostały jeszcze osiągnięte, dlatego nie można jej zmieniać jako kluczowej misji. Bardzo znaczące są Pani słowa, że konkurencyjność i polityka regionalna muszą wspólnie wzrastać. Jednakże przypominę, że zrewidowana metodologia berlińska niewspółmiernie bardziej obciążyła alokację państw biedniejszych niż bogatszych. Alokacja Polski spadła o 23%, Portugalii o 7%, a na przykład Finlandii wzrosła o 5%. Pamiętajmy, że duże korzyści z tej polityki czerpią sami płatnicy netto, będąc dostawcami dóbr i usług przy realizowanych projektach. Jeśli biedniejsze kraje, regiony nie będą w stanie sięgać po pieniądze z polityki spójności, wpłynie to negatywnie także na rozwój tych krajów bogatszych. Co Pani zdaniem przesądza o sukcesie polityki spójności? Czy ograniczanie budżetu tej polityki, to jest warunkowość często o charakterze politycznym, gorsze warunki finansowania projektów, niższe zaliczki, niższe stopy dofinansowania unijnego, sprzyjąc będzie efektywności tej polityki, czy raczej doprowadzi do jej marginalizacji w budżecie unijnym?

1-065-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Eu penso que a sua pergunta tem implícito o critério da distribuição de verbas da política de coesão entre países e, de facto, ela é feita segundo determinadas fórmulas, fórmulas essas que têm algum sentido, isto é, quando um país consegue crescer ele vai perdendo, de facto, acesso aos fundos, digamos, os fundos são mais pesados para os países que combinam uma dificuldade em apoiar as suas próprias regiões, aquilo a que vulgarmente se chama de *prosperidade nacional*, e o conjunto da população que tem problemas de crescimento e problemas de desenvolvimento, e, portanto, há uma fórmula que vai sendo retificada, vai sendo corrigida, mas que tenta, efetivamente, atribuir uma proporcionalidade na distribuição dos fundos à situação relativa dos diferentes países.

Portanto, isto, no fundo, não é uma opção que exista fora das regras. São opções que resultam do próprio crescimento do país e, portanto, se, de facto, a Polónia fez, digamos, uma trajetória de convergência muitíssimo bem sucedida, e parabéns por isso, e está a fazê-la, é evidente que não vai continuar a receber, e a mesma coisa aconteceu com Portugal, e acontece com outros países, que, de facto, vão dando lugar, dando preferência, àqueles que ainda têm um trajeto a fazer e, portanto, estas comparações têm de ter subjacente a evolução que o próprio país vai tendo.

O que existe é uma forma de limite, isto é, quando a fórmula aplicada gera uma perda muito grande de rendimento, então nesse caso há um limiar que não pode ser ultrapassado, da mesma forma que um limiar superior também não é ultrapassado e, portanto, nós não podemos esquecer

os volumes absolutos, apenas raciocinar em termos de comparação com o período anterior porque o próprio sucesso da política leva, em princípio, a uma participação menor do apoio comunitário, naturalmente.

1-066-0000

Andželika Anna Możdżanowska (ECR). – Mam jeszcze jedną ważną kwestię, bowiem w ramach wypracowanego kompromisu w Radzie Unii Europejskiej udało się wynegocjować możliwość realizacji projektów dotyczących wsparcia na przykład rozwoju infrastruktury gazowej, zakupu taboru kolejowego czy poprawy bezpieczeństwa infrastruktury lotniczej. Czy popiera Pani zniesienie tych wyłączeń, a także tych kolejnych zaproponowanych przez Parlament Europejski?

1-067-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – A questão dos aeroportos foi uma questão que eu já referi a propósito de outra pergunta que foi feita e considera-se que, neste momento, salvo casos muito, muito especiais, nomeadamente o caso das regiões ultraperiféricas, os aeroportos não deveriam ser financiados precisamente porque contrariam aquilo que é o princípio geral da progressiva transformação numa economia mais sustentável da economia europeia.

Portanto, é possível fazer-se os aeroportos, naturalmente, o que não têm é um apoio comunitário se, de facto, não há razões específicas que justifiquem que esse *input* adicional para as emissões atmosféricas seja financiado. Portanto, é esse o quadro em que nós, neste momento, estamos a funcionar. Depois teremos de ver caso a caso e, nos casos mais concretos, como é que a aplicação desse princípio está a ser feita.

1-068-0000

Président. – Nous avons déjà pris du retard sur nos travaux. Je rappelle que la question de suivi n'est pas une obligation mais une faculté et qu'elle doit être en lien avec la question initiale.

La parole à Simone Schmiedtbauer.

1-069-0000

Simone Schmiedtbauer (PPE). – Herr Vorsitzender, Frau Ferreira! In manchen Mitgliedstaaten gibt es momentan Trends zur Dezentralisierung, indem Beschlussfassungen einfach von der Staats- auf die Regionalebene ausgelagert werden. Gleichzeitig ist aber in anderen Mitgliedstaaten genau das Gegenteil, nämlich der Trend der Zentralisierung, erkennbar. Damit die Regionalpolitik aber auf allen Ebenen und vor allem in allen Regionen spürbar ist und auch ankommt, hat das Europäische Parlament vorgeschlagen, dass regionale, lokale und kommunale Partner aber auch Sozialpartner und Wirtschaftsvertreter gemeinsam involviert sind. Das Partnerschaftsprinzip soll also gelebt werden – und das ist auch mir sehr wichtig. Hier stoßen wir aber leider auf Widerstand des Rates, der sich eine viel allgemeinere Formulierung wünscht.

Deshalb meine Frage an Sie: Werden Sie als Kommissarin die Mitgliedstaaten in Zukunft ermutigen, die Verwaltung der Kohäsionspolitik schrittweise von Staats- auf Regionalebene zu übertragen? Oder streben Sie eher ein ausgewogenes Verhältnis zwischen den staatlichen und den regionalen Stellen an?

1-070-0000

Elisa Ferreira, Comissário indigitado. – É uma questão muito importante. É uma questão crítica, mas é uma questão relativamente à qual eu tenho de respeitar as opções dos países.

Portanto, naturalmente, quando há programas e projetos de carácter regional, é importante que esses níveis tenham, enfim, níveis de responsabilidade adequados para poderem gerir os

programas. No entanto, cabe, de facto, aos países, independentemente daquilo que eu penso sobre o assunto - o meu próprio país é um país centralizado, não tem regiões eleitas -, digamos assim, é uma opção nacional, e eu acho que o nível europeu não pode interferir nas opções internas políticas dos próprios países.

1-071-0000

Simone Schmiedtbauer (PPE). – Damit komme ich dann zu meiner zweiten Frage. Damit die Koalitionspolitik und auch das Partnerschaftsprinzip als solches funktioniert, braucht es Vertrauen auf allen Ebenen. Sie haben zu Beginn – bei Ihrem Eingangsstatement – angeboten, eine Partnerschaft und ein Zusammenarbeiten mit uns in Aussicht zu stellen.

Deshalb meine Frage: Gibt es in Ihrem konkreten Fall Interessenskonflikte? Es wäre mir sehr wichtig, gleich zu Beginn unserer Partnerschaft alle möglichen Zweifel auszuräumen. Deshalb meine Frage an Sie – und gleich geradeheraus: Ihr Partner ist in Portugal für die Verteilung der EU-Regionalförderungen zuständig. Gibt es Ihrer Meinung nach Interessenskonflikte? Ja oder nein?

1-072-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I will answer in English so that everybody understands. Thank you very much for this question, because it allows me to explain. In fact this links to my first answer. In Portugal we do not have regions as such, we have administrative units. So in fact my husband, who is a university professor, is an economist and he has been serving for three years in one of these public institutions that deals with the regional development of the north of Portugal. So I believe that there is no conflict of interests as he responds to the minister, the central government minister in charge of planning.

Anyway, because I am very concerned with perceived issues, not real issues, I am convinced that no conflict exists; it is public service so there is no private interest that can conflict with this public interest. But I wrote to the President-elect saying very clearly that, if at any time there is any risk – I will read what I wrote: ‘I am ready to take all the necessary measures to prevent any perception of conflict. This means in particular that I will abstain from any participation in decisions which concern the implementation of Union funds under my responsibility which could directly or indirectly impact the personal interests of my husband, as president of this institution’. So if there is any personal aspect I will completely abstain, which means that I consider myself impeded to decide and it will be up to the President-elect to decide or to delegate someone else.

I am convinced that this this will never happen. We are a rule-based system, my husband never met or negotiated with the previous Commissioner. The previous Commission never had anything to decide about him. But anyway, I wanted to make this clear, very simple and so I sent this letter to the President-elect. I will also add that I am ready to take any further measures that you may consider necessary in this respect. So this is my compromise – my public compromise.

1-073-0000

Susana Solís Pérez (Renew). – Señora comisaria propuesta, me gustaría saber qué va a hacer usted para asegurar que en Europa estamos preparados para la era digital y que ninguna región se va a quedar atrás. Para ello, las regiones tienen que adoptar planes de especialización inteligentes para promover la innovación y la digitalización.

Y mi pregunta es, ¿cómo va a asegurar que los Fondos Estructurales jueguen un papel fundamental a la hora de definir una estrategia industrial, de innovación, y que garanticen el desarrollo de todas las regiones europeas, incluyendo también a las menos desarrolladas?

Y, además, en ciertos ámbitos parece que puede haber un solapamiento entre su cartera y la cartera de Democracia y Demografía. Me refiero en concreto al acceso a la conectividad y a la banda ancha de las zonas rurales y las zonas más despobladas, y también a la fuga de talentos.

¿Cómo ve usted la cooperación con esta cartera y cómo pretende afrontar estos problemas, que van a ser clave a la hora de cumplir todos los objetivos de digitalización y de innovación?

1-074-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que essa questão é uma questão muito central, porque aquilo que nós vamos fazer, e que estamos a pedir nesta proposta da Comissão, é exatamente que os processos e os projetos que são apresentados sejam projetos que cumpram aqueles dois objetivos fundamentais que estão no ADN desta proposta desta Comissão.

Por um lado, o que o que se costuma traduzir por *a smarter Europe*, portanto, uma economia mais inovadora, com mais tecnologia e que, portanto, não deixe as regiões menos desenvolvidas presas a tecnologias obsoletas e que já não permitem um crescimento adequado.

O segundo objetivo é uma Europa, um processo, mais verde, mais compatível com os nossos objetivos ambientais, e depois há algo a que nós chamamos *concentração temática*, que é *thematic concentration*, que tem precisamente para cada tipologia de região uma exigência mínima de envolvimento nestas duas dimensões, em que mesmo as regiões mais frágeis, que têm, de facto, menos, ou os países mais frágeis, podemos passar para regiões mas neste momento está ao nível do país, os países mais frágeis e que têm mais dificuldade em encontrar os projetos certos, terão de ter mesmo assim cerca de um terço do seu investimento virado 35% para o objetivo 1 e 30% o objetivo 2, que é o tal objetivo de desenvolvimento verde e estas exigências vão crescendo conforme a tipologia de regiões.

Portanto, há, de facto, aqui uma preocupação de não fazer uma segmentação entre regiões que são aquelas que são mais inovadoras e as outras que ficam para trás.

Acrescentava só uma nota, porque não queria deixar isto por tratar, é que as políticas que são geridas centralmente têm, cada vez mais, de ser lidas também sob o ponto de vista do seu impacto espacial, porque ser gerido centralmente não significa que se possa concentrar todos os investimentos estratégicos nos polos mais desenvolvidos já da própria União Europeia e, portanto, é muito preocupante, e muito, e eu quero muito tomar isto em conta, é olhar para o impacto espacial das políticas sectoriais.

1-075-0000

Susana Solís Pérez (Renew). – Señora Ferreira, hay algo muy importante que nos preocupa y es cómo se implementan los fondos, precisamente porque hay algunas regiones que tienen ahora grandes problemas para ejecutar fondos para los proyectos más básicos de infraestructuras.

Entonces nos preguntamos qué medidas va a tomar usted para que se puedan aplicar estos fondos a proyectos mucho más complejos, como son los proyectos de innovación. Y cuáles son sus propuestas para mejorar la eficacia, la eficiencia de los fondos —si mejorar la asistencia técnica—, o cómo vamos a hacer para incrementar o mejorar el índice de implementación de los fondos.

1-076-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que a questão que coloca tem muito a ver com a qualidade das instituições e com a qualidade das estruturas, dizia com a qualidade das instituições e com a qualidade do tecido onde essas operações vão ter lugar e, portanto, penso que vale a pena nós pensarmos seriamente em todas as dimensões que estão disponíveis também de apoio técnico para a construção de programas e projetos que sejam eficazes e que consigam, de facto, fazer um

desenvolvimento, mas não um desenvolvimento de qualquer forma, um desenvolvimento que seja ambientalmente e, enfim, em termos de novas tecnologias, que seja algo de sustentável.

Portanto, eu penso que há, de facto, espaço nesta proposta para tudo isso. A questão é encontrar a receita que permita uma articulação que seja ganhadora por todos os lados nesse processo e, portanto, confiamos também nos agentes locais para que esta preocupação dê origem a projetos que sejam vencedores e sustentáveis.

1-077-0000

Rosa D'Amato (NI). – Signora Commissaria, nel testo consolidato sul FESR approvato in plenaria a marzo scorso, il Parlamento invita l'Unione europea a concedere ulteriore flessibilità per i cofinanziamenti nazionali dei progetti nell'ambito del Patto di stabilità e crescita. In più dichiarazioni, anche oggi, Lei annuncia che nella nuova Commissione ci sarà un dibattito e quindi ripensamenti su alcuni criteri del Patto di stabilità e crescita.

L'argomento è particolarmente sensibile ma è vitale per lo sviluppo e l'occupazione, specialmente delle regioni meno sviluppate. Potrebbe confermarci pubblicamente il Suo impegno affinché almeno il cofinanziamento nazionale degli investimenti verdi possa essere eliminato dal computo del deficit?

Questo Parlamento ha fatto molto, già nella scorsa legislatura, sulla lotta ai cambiamenti climatici: è andato oltre alla proposta della Commissione sulla riduzione dei sussidi alle fonti fossili e ha detto "no" ad esse senza alcuna eccezione. L'avremo dalla nostra parte nel trattare con il Consiglio e con gli Stati membri sulla revisione delle regole?

1-078-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – O que eu disse é que assuntos como esse têm de ser tratados e discutidos no âmbito da reanálise que está prevista, e que não é liderada sequer por mim, sobre o Pacto de Estabilidade e Crescimento.

Portanto, há muitos elementos a serem revistos, há muito elementos a serem vistos. Mas isso é um processo que é complexo. É um processo demorado que requer decisão porque estamos a mexer em legislação europeia. Portanto, é um assunto que está nas mãos mais diretamente do meu colega encarregue da economia, sob a coordenação do Sr. Vice-Presidente indigitado, e posso garantir-lhe que tenho isso na mente, ver, discutir, tornar as coisas mais organizadas e mais ajustadas. Qual será o resultado de todo este processo, obviamente não sou eu que lhe posso garantir.

1-079-0000

Rosa D'Amato (NI). – Le chiedo un'ultima cosa, sempre legata purtroppo a questo benedetto Patto di stabilità e crescita interno. Come intende aiutare gli enti locali, i comuni in particolare, dal momento che la loro capacità amministrativa è veramente carente?

Abbiamo, è vero, la linea dell'assistenza tecnica, ma questa non solo non basta, è anche usata male e quindi Le suggerirei anche di fare maggiori controlli nei prossimi anni. I comuni sono incapaci di progettare, e non solo: sono anche bloccati ad investire e quindi a cofinanziare per via del Patto di stabilità.

1-080-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Há muitos elementos nessa sua questão. Referiu a questão dos controlos. Eu penso que os controlos são necessários. Há toda uma responsabilidade pelo uso de dinheiros europeus de que nós perante os cidadãos, porque o dinheiro é dinheiro dos impostos dos cidadãos, não podemos, de forma nenhuma, abdicar nem queremos.

Aquilo que a Comissão tenta fazer nas suas propostas é tornar as coisas mais simples, é tornar as coisas mais operacionais, mais percetíveis, sobretudo para as pequenas empresas e para os pequenos beneficiários. Mas, dito isto, os controlos têm de existir porque é uma enorme responsabilidade gerir dinheiro que pertence aos cidadãos e que os cidadãos pagaram a título de impostos e, portanto, a qualidade é que tem de ser reforçada e nós não podemos introduzir mecanismos e operações que não tragam valor adicionado, claro, um valor específico, claro, àquilo que nós queremos saber, que é exatamente o controlo, que é exatamente saber se o dinheiro foi gasto como deveria ter sido.

Dito isto, há todo um trabalho a fazer-se também ao nível da melhoria da substância dos projetos, porque os projetos não existem para serem controlados, têm de ser controlados, mas têm de ter alguma repercussão territorial que foi aquela que justificou o envolvimento financeiro e este equilíbrio tem de ser muito bem trabalhado e será trabalhado como tem sido, mas pode haver melhorias e progressos neste processo e a própria proposta que está em discussão neste momento é uma proposta que leva a essa situação.

1-081-0000

Margarida Marques (S&D). – Cara Comissária designada, há que ficar claro, todos os Estados-Membros da União Europeia foram, até hoje, e são, beneficiários - direta ou indiretamente - das políticas de coesão.

Portugal é um país onde os resultados das políticas de coesão são bem visíveis. Todos nós sabemos, está aqui nesta audição para se tornar comissária europeia e não ministra de um governo de Portugal. Queria dizer-lhe que Portugal respeitará o artigo 245.º do Tratado.

Nesta nova geração de políticas de coesão, o objetivo “coesão” - que é um objetivo fundador da União Europeia - tem de estar presente em todas as políticas europeias. Portanto, o financiamento da coesão está para além das verbas atribuídas especificamente ao envelope “coesão”.

Gostaria de saber se é esta a sua ambição para o futuro das políticas de coesão e qual é a sua estratégia. Antes de terminar, permita-me que lhe diga que fico satisfeita por ter expressado já a sua disponibilidade para uma cooperação com o Parlamento no sentido de melhorar a proposta da Comissão e de iniciarmos as negociações o mais cedo possível para termos um acordo atempado do quadro financeiro plurianual.

1-082-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que concordo com tudo aquilo que disse. Acho que é um comentário muito oportuno que, no fundo, vem de acordo com as nossas preocupações fundamentais. Nós temos, neste momento, uma situação de alguma fragilidade em termos de reforço do orçamento europeu.

Penso que aqui também se abre uma possibilidade, ou uma necessidade, de nós não só revisitarmos, se possível e se houver acordo com o Conselho, se conseguirem, de facto, na negociação que está em curso e na qual nós seremos parte ativa, uma alteração, enfim, mais a favor daquilo que é a proposta do Parlamento, isso será bem-vindo, será muito interessante. Penso, no entanto, que, estruturalmente, a discussão sobre recursos próprios alternativos tem de voltar à agenda precisamente porque em cada período nós estamos confrontados com mais necessidades, diferentes necessidades e, progressivamente, com uma perda de recursos agora com um impacto muito especial, muito violento, que é a saída do Reino Unido.

E, portanto, aquilo que diz é muito verdade. A Comissão é um corpo técnico, é um corpo técnico colegial e aquilo que nós podemos discutir é aquilo que será a contribuição de cada um de nós para este senso comum, conjunto, do Colégio da Comissão, sendo que cada um de nós traz as suas convicções, a sua experiência e o seu valor acrescentado, que é variável, conforme e diverso, e ainda bem que é assim, consoante os diferentes comissários candidat os neste momento.

1-083-0000

Margarida Marques (S&D). – Penso que estará de acordo. O instrumento para a convergência e a competitividade na zona euro tem de ser complementar das políticas já existentes e ter um real valor acrescentado e é crucial que seja desenhado tendo em conta o ciclo económico.

Em que termos pensa modular este instrumento para que tenha em conta situações de eventual desaceleração económica grave e, sendo este um instrumento para a convergência e a competitividade, quais os critérios de alocação que pensa estabelecer para melhor corresponder a estes objetivos?

1-084-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Eu penso que aquilo que está a colocar relativamente ao BICC - permita-me que use a sigla -, o BICC está mais vocacionado, e sobretudo vocacionado, para financiar políticas estruturais dos países, eu não gosto muito de utilizar o termo “política estrutural” porque ele ficou um pouco condicionado, ou “reformas estruturais”, mas reformas que, a meu ver, podem ir desde a reforma da administração pública até uma reforma do sistema de educação, até uma reforma dos serviços de saúde e que, neste caso, ou até como referi na minha intervenção inicial, uma reforma, porque não, da gestão das florestas, de modo a evitar danos maiores em termos ambientais, como acontece frequentemente com os fogos, e, portanto, será um instrumento que vai compensar os países que participam no euro, de modo a que não fiquem limitados nas suas reformas estruturais pelo facto de não terem recursos orçamentais suficientes, ou disponibilidade orçamental, para realizarem essas políticas sem conflituarem com os objetivos de estabilidade das finanças públicas.

Portanto, esta ideia que surge aqui está ancorada na experiência anterior, que é uma experiência apenas de apoio técnico. O apoio técnico mantém-se e os países que fizerem esforços efetivos para se juntarem à moeda única, a moeda que é o euro, terão outro veículo ao lado que vai fazer qualquer coisa de semelhante. Os detalhes ainda não existem. Vamos trabalhar sobre eles rapidamente.

1-085-0000

Lídia Pereira (PPE). – Senhor Presidente, Senhora Comissária indigitada, os períodos de crescimento económico são oportunidades para os países executarem reformas estruturais. Os períodos eleitorais são tentações para os governos as reverterem.

Nalguns países com elevadas dívidas públicas, como Portugal, a Grécia ou a Itália, perdeu-se a oportunidade de fazer verdadeiras reformas estruturais. Por outro lado, no plano europeu, num Eurogrupo bloqueado, perdeu-se a oportunidade de concretizar a reforma da zona euro e temos Centeno, o Ronaldo que ainda não marcou nenhum golo, que não fez reformas estruturais no seu país, nem fez reformas na zona euro.

Há lideranças que não conseguem reformar a sua economia, as mesmas que não conseguem reformar o euro.

Nas suas respostas escritas defende reformas estruturais nas condições laborais no mercado de trabalho, no funcionamento de escolas e de hospitais, mas nunca as concretiza. É importante para os cidadãos europeus saberem que reformas defende nessas matérias. O que quer mudar, por exemplo, no mercado de trabalho? O que quer mudar nas escolas e nos hospitais?

1-086-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Senhora deputada, muito gosto em responder à sua pergunta.

As considerações que fez dizem respeito à política nacional. Não me parece que deva sequer comentá-las.

Sobre as questões relativas ao que é que eu pretendo, eu respondo-lhe, naturalmente. Não sou eu que pretendo, será cada país que terá de fazer uma negociação, uma discussão, no âmbito do Semestre Europeu, e terá de encontrar quais são as políticas, daquelas que são sugeridas e daquelas que aparecem identificadas no âmbito do Semestre Europeu, que quer propor e executar e, portanto, essas políticas são sobretudo políticas de reorganização, mas também de investimento associado a essa reorganização.

Temos, como lhe disse, alguns precedentes e será, de facto, esse tipo de estratégias que cabe a cada país definir e isso é importante, é que me parece que essas políticas não podem ser impostas, têm de caber no âmbito daquilo que são as recomendações aos países, mas ser algo que o país propõe, com metas específicas, com calendários, e algo que é negociado.

1-087-0000

Lídia Pereira (PPE). – Obrigada pela resposta. Deixe-me só também fazer um comentário: o Eurogrupo não é política nacional.

Relativamente às reformas estruturais que lhe perguntei respondeu-me que são, de facto, diferentes de país para país, mas acredito que a Comissão há de ter uma linha semelhante, que as una, e que haja, portanto, um fio condutor, e que o sentido das reformas deveria ser o mesmo. Não disse, mas ainda terá tempo para responder, se assim o entender.

Uma outra pergunta é sobre o instrumento de convergência. Será responsável pela implementação do instrumento para a convergência? O BIC ou a capacidade orçamental? Ou como se diz também, o orçamento para a zona euro.

Lendo as suas respostas, alguma desilusão porque parece querer reduzir aquela que era a grande ambição de europeístas, como nós as duas, um verdadeiro orçamento para a zona euro, mas parece querer reduzi-lo a uma produção de mini troikas, troikinhas, para cada país, para cada sector, uma troikinha para o mercado de trabalho, uma troikinha para a educação, uma troikinha para a saúde e a minha pergunta é se será isto, se é esta a sua ambição para este instrumento, para o orçamento da zona euro, para a capacidade orçamental da zona euro, ou se quer concretizar um pouco mais para não sairmos daqui ligeiramente desiludidos.

1-088-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Senhora Deputada, é com muito prazer que ouço falar com esse distanciamento das troikinhas e das troikas, é um progresso.

Eu, de facto, bati-me muito contra as troikas. Mas, entretanto, muitas coisas mudaram aqui na Europa e também no modo como se faz a organização das políticas económicas. Eu penso que o Semestre Europeu é uma experiência que enquadra de melhor forma, bastante melhor, as situações de desajuste próprias de uma moeda única. Estamos a trabalhar todos nós no aperfeiçoamento destes processos. Comecei por lhe dizer que, de facto, são os países que têm de fazer as suas propostas e, portanto, isso é exatamente o oposto da troika.

O problema da troika foi que, de facto, como a Europa não tinha uma estrutura suficientemente articulada, criou uma estrutura que, a meu ver, não funcionava. Não é isso que se está a falar neste momento. Há o Six Pack, há o Semestre Europeu e há uma série de propostas.

Quanto às propostas concretas, se quiser, eu sugeria que pedisse, que visse, as *country specific recommendations* e as *structural reforms*, estou a dizer isto para as pessoas que estão a ouvir em inglês, para que saibam, as *country reforms*, os planos de reformas para cada país, e que veja o detalhe que lá existe em particular no anexo D, que é o anexo que tem a listagem do tipo de projetos que os países devem implementar, e, portanto, cabe aos países, a cada país escolher, nesse contexto, aquilo que se comprometem a levar a cabo e eu penso que é um grande progresso, uma grande evolução, num assunto que é absolutamente crítico para o funcionamento da zona euro.

1-089-0000

José Gusmão (GUE/NGL). – Senhora Comissária indigitada, disse que as coisas aqui na Europa estão diferentes em termos de política económica. Eu não tenho assim tanta certeza. É verdade que agora se fala muito sobre o investimento, mas a principal restrição às políticas de investimento na União Europeia continua a ser o Pacto de Estabilidade e Crescimento e as interpretações altamente restritivas que vão sendo impostas pela Comissão no âmbito do Semestre Europeu e agora temos os cortes na coesão.

Fico feliz de saber que aquilo que nas suas respostas escritas era o melhor cenário possível agora é uma hipótese de trabalho, mas gostava de saber se isso significa um compromisso para se bater com o apoio do Parlamento para que não haja qualquer corte na política de coesão como pior cenário de trabalho e se na revisão dos instrumentos de governação económica dentro da União Europeia apoiará a ideia de que o investimento, e particularmente o investimento no combate à pobreza e à desigualdade nos serviços públicos e no combate às alterações climáticas, não seja tido em conta do ponto de vista do cumprimento da regra do défice.

1-090-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Senhor Deputado, é com muito gosto que lhe respondo.

Relativamente ao funcionamento do Semestre Europeu e do Pacto de Estabilidade e Crescimento há um progresso. Para quem estava aqui há alguns anos há, de facto, um progresso. Dizer-lhe que considero que as coisas estão a funcionar perfeitamente, como eu idealizo que venham a funcionar, quando, de facto, a moeda única e toda a envolvente da União Económica e Monetária estiver toda ela operacional, acho que há um caminho, e nós estamos a meio de um caminho, que é assim que a Europa se constrói, é passo a passo. O que é importante é que nós sejamos capazes de ir corrigindo erros, ir melhorando, ir trabalhando em conjunto nesse sentido.

Portanto, relativamente aos outros aspetos, eu já repeti a dois ou três membros que colocaram esta questão, eu acho que não vale a pena estar sempre a insistir no mesmo ponto, acho que, de facto, com uma restrição orçamental muito grande temos um cenário, se o Parlamento e os dois colegisladores aumentarem esse *plafond* é importante e é bem vindo e, obviamente, eu acho que a política de coesão deve ser protegida, assim como o pilar dois, se é que não está a considerar na sua pergunta, assim como o pilar dois da agricultura, até porque muita da política de coesão passa precisamente por esta relação próxima que existe muito nas zonas rurais e entre a política de coesão e a política de reforma das estruturas agrárias.

Portanto, isto é bom que funcione, é bom que, de facto, nós tenhamos meios suficientes para atacar os problemas que vão surgindo e, portanto, eu bater-me-ei por este dossiê porque é o meu, mas também porque este dossiê e esta convergência são absolutamente fundamentais para a dinamização e para o funcionamento do mercado interno, que é algo de muita exigência, mas essa

exigência foi ainda mais agravada quando se lhe juntou uma moeda única, o que acaba por criar uma situação de muito difícil gestão quando as economias subjacentes são muito diferentes.

Portanto, nós sabemos isso da teoria, sabemos isso de facto e temos de ir caminhando nesse sentido.

1-091-0000

José Gusmão (GUE/NGL). – O princípio da condicionalidade tem significado basicamente o seguinte: os Estados-Membros que cumprem as orientações da Comissão Europeia têm margem de manobra, os que não cumprem têm chatices e, portanto, é importante para este Parlamento saber do que é que falamos quando estamos a falar das reformas na sua pasta, se são, se é o antigo refrão da desregulação do mercado de trabalho, dos cortes nos serviços públicos, das privatizações, ou se estamos a falar de outras coisas, e mais importante do que isso, se o entendimento do que são políticas económicas responsáveis do entendimento que a Comissão Europeia tem tido a este respeito e que levou às políticas económicas responsáveis no nosso país à maior recessão económica da vigência do euro, alguma vez será condição para aceder aos fundos de coesão, ou seja, disse aqui uma frase que eu considero que é muito importante, que as reformas não devem ser impostas.

Quero-lhe perguntar se assume o compromisso de, em circunstância alguma, utilizar a atribuição ou não atribuição de fundos como moeda de troca para a implementação de reformas impostas pela Comissão?

1-092-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada. – Há duas questões diferentes na sua pergunta segundo a minha ótica.

No que diz respeito à política de coesão, *stricto sensu*, a legislação em vigor inclui a existência de macrocondicionalidade, embora, como eu disse numa resposta anterior, a proposta presente da Comissão seja no sentido de mitigar e delimitar e introduzir proporcionalidade de tratamento igual de Estados, reconhecimento situações críticas em termos económicas, como mitigantes, como atenuantes, eventualmente até como canceladoras desse processo, mas é essa a regra que neste momento existe. Eu tomo boa nota da posição do Parlamento, que foi no sentido oposto.

E depois há o outro lado, que é o lado das reformas estruturais, onde, na minha opinião, aquilo que neste momento nós temos de fazer e de implementar é exatamente uma construção de políticas que sejam políticas que mexam nas condições de competitividade e de crescimento destes países.

No entanto, isto não é um assunto que a Comissão decida. É um assunto em que o Parlamento, a Comissão e o Conselho têm de se entender e têm de se articular, porque eu defendo obviamente aqui o método de codecisão.

1-093-0000

Alfred Sant (S&D). – I understand that you cannot tell us what the Just Transition Fund will consist of, but can I ask you what your position would be, when it's going to be discussed and when it's going to be implemented.

Three questions. First, how would you ensure that the Just Transition Fund will not only be limited to environmental impact but will also cover the related socio-economic impact, notably on European workers?

Second, will you commit to ensure that the new fund will not end up like the European Fund for Strategic Investments, based on leveraged funds – not so different from European Investment Bank allocations – that go to the best-performing regions?

And third, as you know, the June 2019 European Council conclusions clearly mention the need to take Member States' national circumstances into account during the transition to a climate-neutral EU. Will you fight for the Just Transition Fund to actively support islands and peripheral regions to overcome their specific handicaps, especially when running cleaner energy systems and transport connections?

1-094-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – I take good note of your questions and ambitions. You started by saying that I cannot assume compromises here. We are all working on these. You will have some news in 100 days after the empowerment of the Commission, but we are working on this very, very actively.

You asked a question about whether I think this fund should also tackle issues on islands. It depends. I think this Just Transition Fund – also because it is limited: you were talking about EUR 4.8 billion here in Parliament – has got to be included and packaged together with the Cohesion Funds. We will have to make sure that we articulate the things in such a way that we tackle the most serious problems of environmental compliance, but we will have to look at the consolidated instruments that we have in order to tackle the different situations. For the time being, I would like to open it a little bit. We will see if we can open it and we'll see what mechanisms we can use to leverage it.

You mentioned in a negative sense, apparently the European Fund for Strategic Investments, the Juncker Programme. I will have to look at those instruments because we cannot segment everything that we do according to the funds. We have got to make them work together and leverage together.

When you mentioned the social aspects, there I can answer you with a definite yes. We have got to create some sort of mechanism and some sort of joint intervention that, by taking the ground as the basis, you apply Social Fund, the dimensions that relate to social integration of the Regional Funds and you combine everything so that you make a sound programme for the development of each area.

1-095-0000

Alfred Sant (S&D). – On a side issue, but related to this, when you're dealing with peripheral regions and islands in terms of regional policy, do you see or do you find that there could be conflict between what you would like to do in terms of private sector investment and EU competition policy?

1-096-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – That's a very sophisticated question. It is not easy to answer in one minute because there are some waivers, as you know, regarding the islands in relation to competition policy and also we may have, for some special reasons, again some waivers on competition policy.

But this is something that has got to be fine-tuned to the concrete situations that we are faced with. But of course there is this precedent that there are some waivers for competition policy when you are in a very limited island, for instance, in which you cannot ensure that competition will be really guaranteed in its territory. So we will see. We will be working with you, with Parliament and we will fine-tune the instrument so that it works, but let's not construct silos together one way or the other in which each of them is duplicating the work that another fund is doing. That's my concern also.

1-097-0000

Jill Evans (Verts/ALE). – The de-industrialisation of regions is a challenging task and my constituency, Wales, has long experience of that process. But demographic change also affects those regions. You mentioned in your opening remarks about the bright young people who leave and this is particularly true in rural areas: people move away for education and jobs, and then it is even more difficult to sustain services and retain young people in those communities, and it undermines progress on cohesion.

So will you establish an expert commission, a working group, tasked with finding real solutions to reducing migration from these areas? There is also a link to the Interreg programme and, speaking as an MEP for a constituency that might soon be outside the EU, how would you encourage and facilitate our continuing participation in this very valuable cross-border programme?

1-098-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – You have tackled an issue that is really very crucial. I think all of us, or most of us, depending on the countries or regions where we come from, have seen this incredible effort to give more education, more training and to invest in people, and then of course wages are not that high and they are forced to leave. This brain drain is something that really deserves our attention. Instinctively I would say yes, I will create an expert group, but I honestly do not know if something similar already exists inside the right services within the DGs. So I will take a look at it and discuss it with staff and find out, because I know that they share this concern. We were discussing it and, yes, if you lose the right people, of course these people have got to find occupations that are compatible with their skills and for that you have got to have a public administration and you have got to have the capacity to attract investment and attract enterprises to those regions. This is either a package or it doesn't work. But it is a serious concern, I take it very much to heart and I can promise you that I will look carefully at it, so that we tackle this precise issue that you have mentioned.

1-099-0000

Jill Evans (Verts/ALE). – Can I follow up with a related question on gender equality and gender mainstreaming, because your commitment to this is welcomed by myself and my Group? But how to translate this into action is the question, because there still is no clear gender equality strategy with specific objectives and targets and allocations in the new MFS framework and no gender disaggregated data so that policy-makers can develop appropriate and evidenced-based policies. I'd like to ask as well what steps you will be taking to ensure that gender budgeting will become an integral part of cohesion policy during the next MFF?

1-100-0000

Elisa Ferreira, Commissioner-designate. – I am very sensitive to that. Thank you very much also for having raised this issue, because there are so many aspects that I really want to have the chance to reinforce my concern in relation to that. We will try in any possible way to address this capacity to implement programmes having this element in concern, there are new enabling conditions for the use of funds, lots of them are there and I think somehow this gender equilibrium can feed into more general principles that now are enabling conditions for the management of the funds.

Inside my own DG, I looked at the human resources, so I am now speaking about DG REGIO and, for instance, the scoreboard mentioned that there is a high workload and that there is a lack of work-life balance, and then in DG REGIO the number of female managers is proportionally smaller than in the overall Commission. So I think we have also got to look carefully at these aspects internally, because this is the way that, in a hidden way, you sometimes get women sent away from the top management, and this Commission has special responsibilities in relation to this aspect too.

1-101-0000

Stéphane Bijoux (Renew). – Madame la Commissaire désignée, l'Europe est un territoire de défis, mais c'est aussi un grand territoire d'espoir – espoir de dignité face au chômage, espoir de sécurité face aux dérèglements climatiques, espoir d'égalité des chances, tout simplement.

Notre responsabilité politique, notre responsabilité collective, à vous et à nous, est d'apporter des réponses concrètes à cette exigence légitime de nos concitoyens partout en Europe, y compris quand ils sont à 10 000 kilomètres de Bruxelles, dans les régions ultrapériphériques et notamment dans les territoires d'outre-mer français.

Mais ces territoires, aujourd'hui, ont besoin que nous soyons beaucoup plus efficaces en matière de cohésion. Je plaide pour que cette efficacité puisse se traduire par la mise en place d'un «réflexe RUP» chez tous les commissaires européens – environnement, santé, agriculture, pêche, jeunesse... Vous devez impérativement mobiliser tous vos futurs collègues.

Vous avez dit, vous avez même écrit, que vous n'abandonneriez personne sur le chemin de l'Europe et je vous crois. Tout à l'heure, vous avez fait le descriptif des urgences. Je souhaite ici et maintenant que nous allions plus loin et je voudrais vous demander un engagement. Pourriez-vous vous engager pour une vigilance permanente et pour des actions concrètes pour les populations les plus éloignées et les plus fragiles de l'Europe?

1-102-0000

Elisa Ferreira, commissaire désigné. – La réponse est facile, c'est oui, bien sûr. Je suis vraiment engagée sur ce sujet-là et je crois que c'est une responsabilité collective d'accorder une attention très spéciale aux régions qui sont éloignées. Bien sûr, ce n'est pas seulement le cas des régions ultrapériphériques, il y en a d'autres qui méritent l'attention, mais vraiment les régions ultrapériphérique sont bien spéciales à cet égard.

1-103-0000

Stéphane Bijoux (Renew). – Merci pour l'engagement. Un mot sur la méthode à présent. Pourriez-vous préciser l'organisation de vos directions générales par rapport aux autres commissaires, et ce par rapport à l'objectif et l'engagement que vous venez de prendre?

Je voulais juste faire une proposition : pourquoi pas une plateforme trimestrielle avec les commissaires concernés, les députés européens, voire avec la société civile. De cette façon, nous pourrions être réguliers, transversaux et surtout être beaucoup plus efficaces.

1-104-0000

Elisa Ferreira, commissaire désignée. – Merci de votre proposition, je vais y réfléchir et j'en discuterai, pourquoi pas, avec les services et nous parviendrons peut-être à une solution. Je ne peux m'engager maintenant sur cette méthode, mais j'analyserai très minutieusement votre proposition.

1-105-0000

José Manuel Fernandes (PPE). – Cara Comissária indigitada, a competência, a ambição e a coragem fazem a diferença.

Perante as mesmas circunstâncias e constrangimentos, há comissários que fizeram um trabalho positivo enquanto outros fizeram um trabalho negativo.

Carlos Moedas recebeu 80 mil milhões de euros para a investigação e deixou uma proposta de 100 mil milhões de euros. Mais 25% e o direito da iniciativa é da Comissão.

Em sentido contrário, a Comissária da coesão deixou-nos uma proposta com um corte de 10% no bolo global, e para Portugal um corte de 1 600 milhões de euros.

O Parlamento já o disse muitas vezes: não aceita estes cortes e há aqui algo de que ainda não se falou, que é o Fundo de Coesão. O Fundo de Coesão é para os países mais pobres e o Fundo de Coesão na proposta da Comissão tem um corte de 45%. É um corte verdadeiramente inaceitável e, por isso, eu lhe pergunto se podemos continuar a chamar “política de coesão” à política de coesão se ela continuar assim e se acha que é um corte moderado conforme escreveu porque este corte de 45% de moderado não tem nada.

E depois como é que se pode afirmar que este é o melhor cenário? E se a política de coesão continuar a ser, ou não, a prioridade? Ainda bem que na oral corrigiu a escrita porque as respostas escritas onde se diz que é o melhor cenário e que os cortes são moderados eram respostas que significavam que se tinha atirado a toalha ao chão, que mostravam resignação e que prejudicavam as negociações do Parlamento.

1-106-0000

Elisa Ferreira, Comissária indigitada – Obrigada pela sua pergunta, que já foi colocada por muitos colegas antes de si. Já foi respondida por muitos colegas antes de si e, portanto, acho que não vale a pena estarmos a insistir nisso. Enfim, espero que esteja esclarecido.

Dizer que uma proposta é uma boa base de trabalho e que é razoável para se trabalhar é a única alternativa possível, porque a alternativa de rejeitar ou refazer esta proposta - com certeza o senhor deputado também não estaria de acordo - , não significa, de modo nenhum, que a proposta não esteja em cima da mesa para ser negociada, para ser trabalhada, para ser melhorada, ou então não faria sentido haver trólogos, sendo que já terá provavelmente amanhã um outro trólogo precisamente para fazer essa negociação e, de facto, cabe ao Conselho abrir os limites do orçamento em causa.

Dito isto, vejo que o Sr. Deputado se repete em relação a Portugal, de todas as maneiras possíveis e imaginárias. A gravidade do corte, daquilo que chamam “corte”, eu faço só notar assim por uma questão de memória porque não sei se, entretanto, já desapareceu da agenda, é que, neste momento, a preços constantes, nós temos, como sabe, uma redução de 7% na transição dos quadros e entre 2007 e 2013. Portanto, para o sistema em que agora estamos a viver, isto é, para 2014-2020, o corte foi de 10,5%, e, quando o Sr. Sr. Deputado fala de que, neste momento, há 1,6 a menos para Portugal, nessa altura houve menos 2,3 e, portanto, a história digamos que tem de ser vista de uma forma um bocadinho mais enquadrada e, nessa altura, não havia Brexit, portanto eu tentei perceber se, de facto, a reação tinha sido tão emocional e tão intensa, na altura não encontrei esses registos. Agora, de facto, há circunstâncias muito especiais, como estas, que fazem com que tenhamos de ver não o que é que o comissário Moedas fez neste momento, pessoa que eu admiro muito e de quem sou amiga, mas ver um bocadinho o que têm sido as perspetivas financeiras e o nosso historial.

Portanto, em 2014 a perda foi, de facto, bastante maior. A preços correntes nessa altura havia um aumento de 3,5 e agora há um aumento de 7% e, portanto, os valores em si acabam por ser estes.

Portanto, não vale a pena estarmos a insistir mais nisto. Como eu disse “my eyes are set on you”. Espero que as vossas negociações com o Conselho corram muitíssimo bem. Da parte da Comissão terão sempre o maior apoio e da minha parte pessoal também.

1-107-0000

José Manuel Fernandes (PPE). – A sua resposta acaba por me dar razão porque, se no quadro financeiro plurianual anterior houve um corte de 10% e se agora, em cima desse corte, se faz um novo corte de 7%, isso significa que, se não concordou com o primeiro corte, muito menos pode concordar com um corte em cima de outro corte.

Mas eu tenho outra pergunta para lhe fazer: pretende rever a fórmula de distribuição do bolo da política de coesão? É que ninguém percebe que haja Estados, países, ricos a terem aumentos e países pobres a terem cortes.

1-108-0000

Elisa Ferreira, *Comissária indigitada*. – Só para que fique claro: não concordo com nenhum dos cortes, nem antes nem depois. O que estava a tentar lembrar-me era se o Sr. Deputado tinha sido tão crítico nessa altura, mas isso é outra questão. Lá terá as suas razões.

Eu não concordo com nenhum dos cortes. Relativamente à revisão da fórmula de Berlim, penso que é disto que está a falar, a fórmula de Berlim tem umas componentes complexas. Não fui eu que a revi. De facto, no ano 2000, ainda houve ali uma discussão sobre a prosperidade nacional, que eu acho que faz sentido. É um assunto que se pode sempre visitar, fazer um aperfeiçoamento da fórmula, embora não possa ser avaliada dessa maneira tão simplista porque os países mais pobres têm um corte relativamente ao passado. São esses países que têm de crescer e, como já expliquei à Sra. Deputada polaca, nós temos de considerar que, se houver progresso, que é aquilo que nós queremos nos países, em princípio eles vão ter menos apetência e menos capacidade e captar fundos estruturais. O progresso é isso mesmo e o nosso objetivo não é perpetuar fundos. É não precisarmos deles para conseguir convergir.

1-109-0000

Président. – Nous arrivons au terme de ce tour de questions. Vous avez la possibilité, Madame la commissaire désignée, de prononcer une brève déclaration de clôture de cinq minutes, ensuite de quoi je prendrai très brièvement la parole pour une à deux minutes et cette séance sera ainsi clôturée. Je vous laisse donc la parole pour cinq minutes de déclaration de clôture.

1-110-0000

Elisa Ferreira, *Commissioner-designate*. – I would like just to underline some of the main conclusions that I will take away from this discussion. I think this discussion was extremely useful. It helped me to understand what the representatives of the citizens want me to take into account if I am confirmed as Commissioner.

I hear your concerns in relation to the budget for cohesion policy and I confirm that I will fight in the College of Commissioners for the highest possible budget. On the Just Transition Fund, I think there were important messages. Cohesion, the Just Transition Fund and reforms must reinforce each other. There are some serious concerns on simplification and I take them very seriously. There are concerns on what kind of reforms we are talking about. What do we mean by the reform agenda? What will the method be? So I take this with me.

On the climate change action plan and on the contribution and coherence of cohesion policy in relation to the environmental objectives, I also take them with me. Also, on rural regions, the concerns that there is convergence, and a priority, in particular, for everything that was referred to in relation to the outermost regions of Europe. There was the concern for gender budgeting, gender equilibrium and the gender element in everything that we do, and naturally a focus on partnership and the involvement of local partners and stakeholders. I take this very seriously with me. I just mentioned some highlights.

I also mentioned that I would be in dialogue with all of you, but before that I could not meet other partners in my preparatory work – other elements that I think I should meet, like the Committee of the Regions, the European Economic and Social Committee, even the European Court of Auditors, the European Investment Bank. So if I'm confirmed, I will keep a close relationship with them and also with the managers of the different funds that we have in Europe, so that we make packages that can really make the whole thing be bigger than the adding-up of the parts.

Locally, I will be in contact with Member States, with regions, with cities and with locals. I will try to visit all the regions during the first six months. Naturally, inside the Commission, I will work with all the colleagues. It's difficult to produce good results in regional development if we are not in close contact and in cooperation with transport, with economy, with energy, with environment, with jobs, with economy. So I really think we have got to work as a team and I ask you to help me to work as a team.

To finish – I'm afraid I don't have another way to do this – I would just like to thank everybody that helped me to prepare this presentation and my answers, and in particular all these people that work in services and that were absolutely patient, very professional and always willing to answer all my questions so that I could update myself to come and to present myself in front of you and to try to reply and to answer your questions adequately.

I would also like to thank the interpreters, because they are the ones that prevent us from being lost in translation! And thanks to all of you. From my point of view, it was really a very interesting discussion and I enjoyed it immensely.

(Applause)

1-111-0000

Président. – Madame la Commissaire désignée, comprenez ces applaudissements comme les remerciements de notre commission pour les réponses que vous avez apportées aux questions qui vous ont été posées.

Je veux vraiment remercier nos collègues pour la qualité des questions posées. Nous avons évoqué toutes les dimensions qui vont nous permettre, à présent, de procéder à l'évaluation, avec les coordinateurs, pour voir si nous vous confirmons comme commissaire.

Il était très important d'avoir une audition qui soit longue, une audition qui soit exigeante et une audition qui soit de très grande qualité. Je crois vraiment que l'audition de notre commission REGI, ce soir, et les débats qui ont eu lieu, ont été d'une très grande qualité.

Je ne serai pas plus bavard que cela, contrairement aux habitudes, car nous devons respecter les formes. Et les formes nous imposent à présent de nous réunir avec les coordinateurs pour procéder à une évaluation très minutieuse de toutes les réponses que vous avez apportées, sur toutes les questions concernant toutes les dimensions. Merci beaucoup pour votre contribution.

Je veux dire aux coordinateurs et aux membres que les coordinateurs se réuniront à huis clos demain matin, entre 10 heures et 12 h 30, dans la salle ASP 5 E2, à la suite de quoi nous rédigerons un avis que nous adresserons à la Conférence des présidents de commission.

Merci à tous pour votre participation et un grand merci, bien évidemment, aux interprètes pour le travail formidable qu'ils ont accompli.

(L'audition est close à 21 h 24)